



Rapport d'activité

2013

INEPS

INSTITUT WALLON
DE L'ÉVALUATION,
DE LA PROSPECTIVE
ET DE LA STATISTIQUE



L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens des informations diverses qui vont de la présentation de statistiques et d'indicateurs à la réalisation d'études et d'analyses approfondies dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en oeuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.

CRÉATION GRAPHIQUE | Expansion Partners SA, Namur

MISE EN PAGE & IMPRESSION | IPM Printing SA, Bruxelles

ÉDITEUR RESPONSABLE | Sébastien BRUNET

DÉPÔT LÉGAL | D/2014/10158/2

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.



Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique

Route de Louvain-la-Neuve 2 - 5001 BELGRADE (NAMUR)

Tél. 32 (0)81 46 84 11 | Fax 32 (0)81 46 84 12

<http://www.iweps.be>

info@iweps.be

Table des matières

PRÉFACE	7
1. L'INSTITUTION.....	9
1.1. Missions.....	10
1.2. Le plan opérationnel.....	11
1.3. Organigramme	12
1.4. Rapport social au 31 décembre 2013	12
1.6. Budget 2013.....	14
1.7. Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique	15
1.8. Partenariats et collaborations.....	17
2. FAITS MARQUANTS DE 2013	19
2.1. Dimension locale	20
2.2. Evaluation du Plan Marshall 2.Vert	21
2.3. Le Baromètre social de la Wallonie	22
3. ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES PAR DOMAINE.....	25
3.1. Population	26
3.1.1. Monitoring de la population	26
3.1.2. Bases de données démographiques issues du Registre national	27
3.2. Développement territorial	27
3.2.1. Construction et mise à jour d'indicateurs de développement territorial durable.....	27
3.2.2. Perspectives en logements et terrains pour l'habitat en 2026	27
3.2.3. Cartographie des territoires centraux	27
3.2.4. Urban regeneration in Australia's cities.....	28
3.2.5. Analyse spatiale des données d'enseignement.....	28
3.3. Bases de données communales et centralisation.....	28
3.3.1. Base de données « Cytise ».....	28
3.3.2. Mise au point de « Fiches communales » détaillées.....	29
3.3.3. La centralisation des données statistiques locales et les fiches thématiques communales.....	29
3.4. Indicateurs complémentaires au PIB.....	30
3.5. Economie.....	31
3.5.1. Analyses conjoncturelles	31
3.5.2. Modélisation de l'économie wallonne.....	31
3.5.2.1. Modèle HERMREG	31

3.5.2.2. Modèle PREVIEW.....	31
3.5.3. Comptabilité régionale.....	32
3.5.4. Entreprises.....	32
3.5.5. Finances publiques.....	33
3.6. Emploi.....	33
3.6.1. Comptes de l'emploi.....	33
3.6.2. Situation conjoncturelle de l'emploi.....	34
3.6.3. Politiques européennes en matière d'emploi.....	34
3.6.4. Emploi dans la fonction publique.....	34
3.7. Education et formation.....	35
3.8. Société.....	36
3.8.1. Santé.....	36
3.8.2. Logement.....	36
3.8.3. Cohésion sociale.....	37
3.8.3.1. Le plan de cohésion sociale (PCS).....	37
3.8.3.2. L'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF).....	38
3.8.4. Bien-être collectif et progrès au niveau local et régional.....	38
3.8.5. Analyse de la situation des personnes en état de pauvreté.....	39
3.9. Transport et Mobilité.....	39
3.10. Evaluation.....	40
3.10.1. Evaluation de la formation professionnelle continue.....	40
3.10.2. Développement du soutien méthodologique à l'évaluation.....	41
3.11. Statistiques, données et enquêtes.....	41
3.11.1. Mise à jour des inventaires de données.....	41
3.11.2. Documentation des données.....	41
3.11.3. Développement d'un datamart pour les données individuelles.....	42
3.11.4. Réalisation de deux enquêtes ISSP.....	42
3.12. Collaborations transfrontalières.....	43
3.12.1. Collaborations dans le cadre de la « Grande Région ».....	43
3.12.2. Collaboration avec la Direction régionale de l'INSEE Nord Pas-de-Calais..	43
3.13. Synergies statistiques Fédération Wallonie-Bruxelles.....	44
3.13.1. Données infrarégionales : disponibilités, besoins et réflexion méthodologique	44
3.13.2. Statistiques naissances-décès.....	44
3.13.3. Cadastre de l'emploi non-marchand.....	44
3.13.4. Tableaux de bord de la santé.....	45
3.13.5. Statistiques sur l'éducation et la formation des adultes.....	45
3.13.6. Parcours études, formations, emplois : cadastre des sortants de l'enseignement.....	45
3.13.7. Enquête « Information Vie quotidienne » (IVQ).....	45
3.13.8. Parcours professionnels des enseignants du secondaire en début de carrière.....	45
3.13.9. Comptabilité régionale : impact socio-économique du secteur culturel en Fédération Wallonie-Bruxelles.....	45
3.13.10. Les chiffres-clés de la Fédération Wallonie-Bruxelles.....	46
3.13.11. Autres activités.....	46
3.14. Prospective.....	46
3.14.1. Recherche.....	46

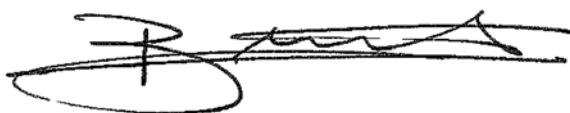
3.14.2. Soutien méthodologique à la démarche prospective	48
3.14.3. Exploration	48
4. PUBLICATIONS, COLLOQUES ET GROUPES DE TRAVAIL	49
4.1. Publications de l'IWEPS	50
4.1.1. Working Papers	50
4.1.2. Note mensuelle de conjoncture wallonne	50
4.1.3. Séries statistiques du marché de l'emploi en Wallonie	50
4.1.4. Chiffres clés de la Wallonie	50
4.1.5. Tendances économiques – Analyses et prévisions conjoncturelles	50
4.1.6. Rapports de recherche	51
4.1.7. Actes de colloque	51
4.1.8. Dynamiques régionales	51
4.2. Publications de l'IWEPS en collaboration avec d'autres institutions	52
4.3. Autres publications	52
4.4. Activités éditoriales (comités scientifiques de revues, direction de collections scientifiques, conseil éditorial...)	54
4.5. Rapports de recherche et notes de travail	54
4.6. Organisation de conférences, colloques et séminaires par l'IWEPS	55
4.7. Contribution à des conférences, colloques et séminaires et activités de vulgarisation	56
4.8. Participation à des réseaux et groupes de travail	58
4.8.1. Réseaux et groupes de travail scientifiques	58
4.8.2. Réseaux et groupes de travail mixtes (scientifiques, administratifs, société civile)	59
4.8.3. Autres groupes de travail	60
4.9. Activités d'enseignement et d'encadrement	61
5. GESTION ADMINISTRATIVE	63
5.1. Gestion des ressources humaines	64
5.2. Gestion budgétaire et comptable	65
5.3. Marchés publics	65
5.4. Gestion administrative et juridique	65
5.5. Logistique et intendance	65
5.6. Bibliothèque	66
5.7. Informatique	66
5.8. Communication	67
5.8.1. Les publications	67
5.8.2. Les événements	67
5.8.3. Le site internet	68
5.8.4. La presse	68
ANNEXE 1 : BUDGET 2013	70
ANNEXE 2 : DOMAINES D'ACTIVITÉ DES CHARGÉS DE RECHERCHE OCCUPÉS À L'IWEPS EN 2013	73
ANNEXE 3 : INDEX ET LISTE DES ABRÉVIATIONS	75
ANNEXE 4 : ORGANISMES PARTENAIRES	80

Préface

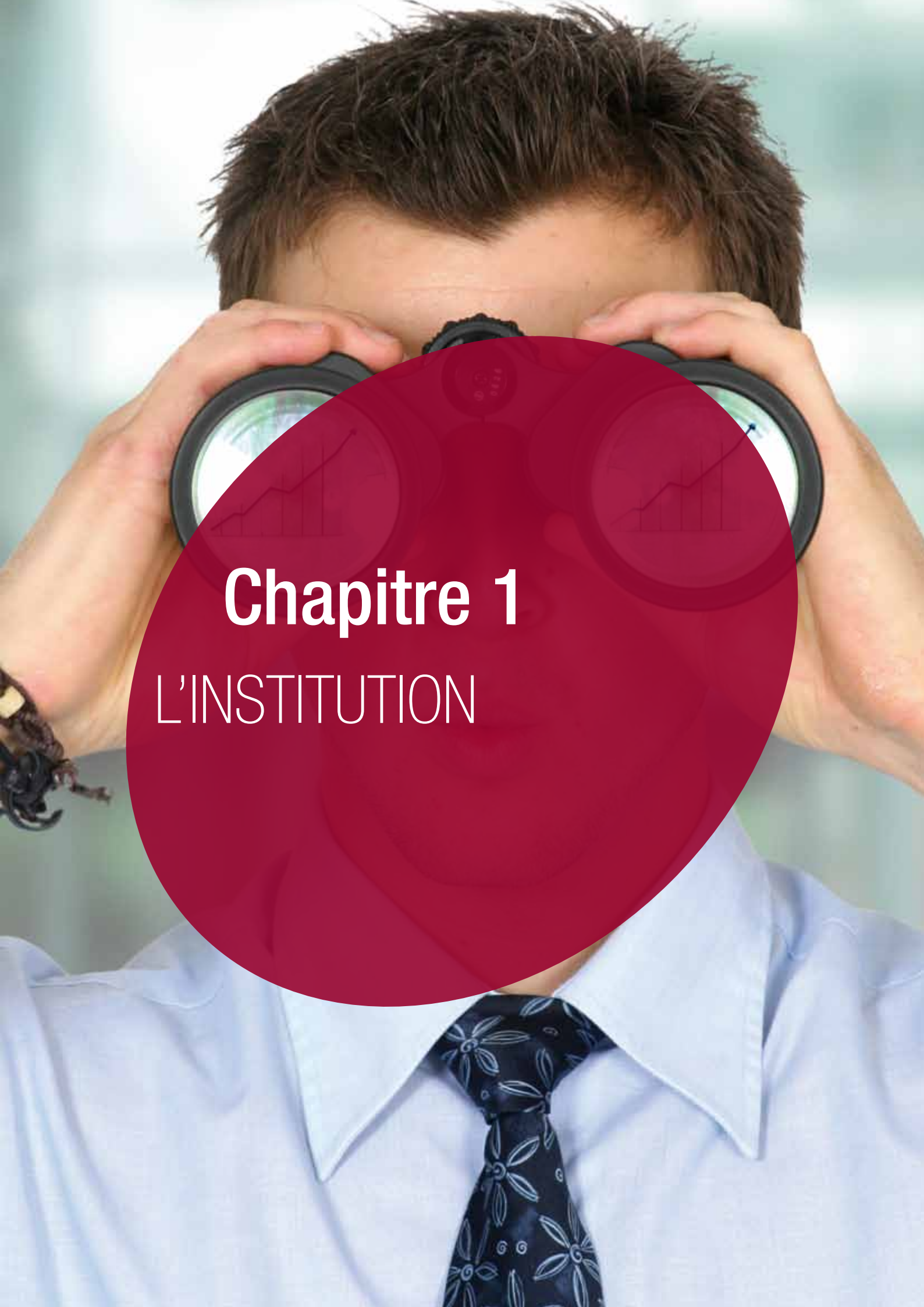
Dans le paysage institutionnel wallon, l'IWEPS occupe une position toute particulière à la rencontre des mondes scientifique et politique. En effet, l'aide scientifiquement fondée à la prise de décision, qui est la mission principale de notre institution, se traduit par nombre de publications, de recherches, d'activités de veille, de participation à des événements scientifiques, de productions statistiques, de soutien méthodologique ou encore de collaborations et partenariats scientifiques, gages de notre indépendance et de notre liberté scientifique. Dans un monde de plus en plus complexe, éclairer la décision en réalisant des diagnostics, des évaluations de politiques publiques, des indicateurs ou des études de prospective est une mission fondamentale au service de l'intérêt général que l'IWEPS entend poursuivre avec rigueur et passion.

La mise en œuvre d'un tel travail d'aide à la décision ne peut s'envisager que dans une perspective collaborative avec l'ensemble des partenaires institutionnels et académiques qui participent au déploiement de l'action publique. Les bourses de doctorat IPRA, le projet de centralisations des données locales, les synergies statistiques avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'évaluation du PM2.Vert en sont quelques exemples. Gageons qu'à l'avenir ces collaborations se renforcent encore afin de donner aux pouvoirs publics des outils d'analyse et d'aide à la décision créatifs, efficaces et rigoureux.

Ce rapport d'activité 2013 a pour objectif de présenter les thématiques qui ont occupé et parfois préoccupé les chercheurs de l'institution. Thématiques qui, loin d'être déconnectées des questions fondamentales qui traversent nos sociétés, plongent profondément leurs racines dans la réalité de terrain et les défis auxquels sont confrontés les décideurs qu'ils soient publics ou privés. Tout comme le rapport précédent, celui-ci présente les activités par thématique, indifféremment de leur ancrage institutionnel ou disciplinaire, traduisant la forte volonté d'inscrire l'institution dans une dynamique transversale et interdisciplinaire.



Sébastien BRUNET
ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL



Chapitre 1

L'INSTITUTION

1.1. MISSIONS

L'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 (MB du 31-12-2003, p. 62412) a fixé au 1^{er} janvier 2004 la date d'entrée en vigueur du décret du 4 décembre 2003 créant l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS). L'IWEPS est un organisme d'intérêt public de catégorie A dont les missions principales sont décrites aux articles 9 et 10 du décret fondateur.

Art. 9. L'Institut a une mission générale d'aide à la décision, qu'il exerce à la fois par une mission scientifique transversale et par une mission de conseil stratégique (...).

Art. 10. La mission scientifique transversale consiste dans la centralisation, la publication et le traitement des statistiques régionales, l'élaboration de plans pluriannuels de développement des statistiques régionales et la formulation de propositions en la matière, ainsi que dans la réalisation de recherches fondamentales et appliquées, principalement dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement.

L'Institut est chargé de la collecte, du stockage et de l'exploitation des données indispensables à la conduite de la politique régionale. Le Gouvernement établit les règles de coordination entre l'Institut et les autres services administratifs chargés de la récolte des données et du traitement

de celles-ci. Ces règles de coordination peuvent être concrétisées par des conventions et doivent prévoir l'accès de l'Institut aux données validées de l'ensemble des services administratifs de la Région et aux études scientifiques commandées par ces services.

L'Institut constitue l'interlocuteur régional unique des instances statistiques fédérales et européennes.

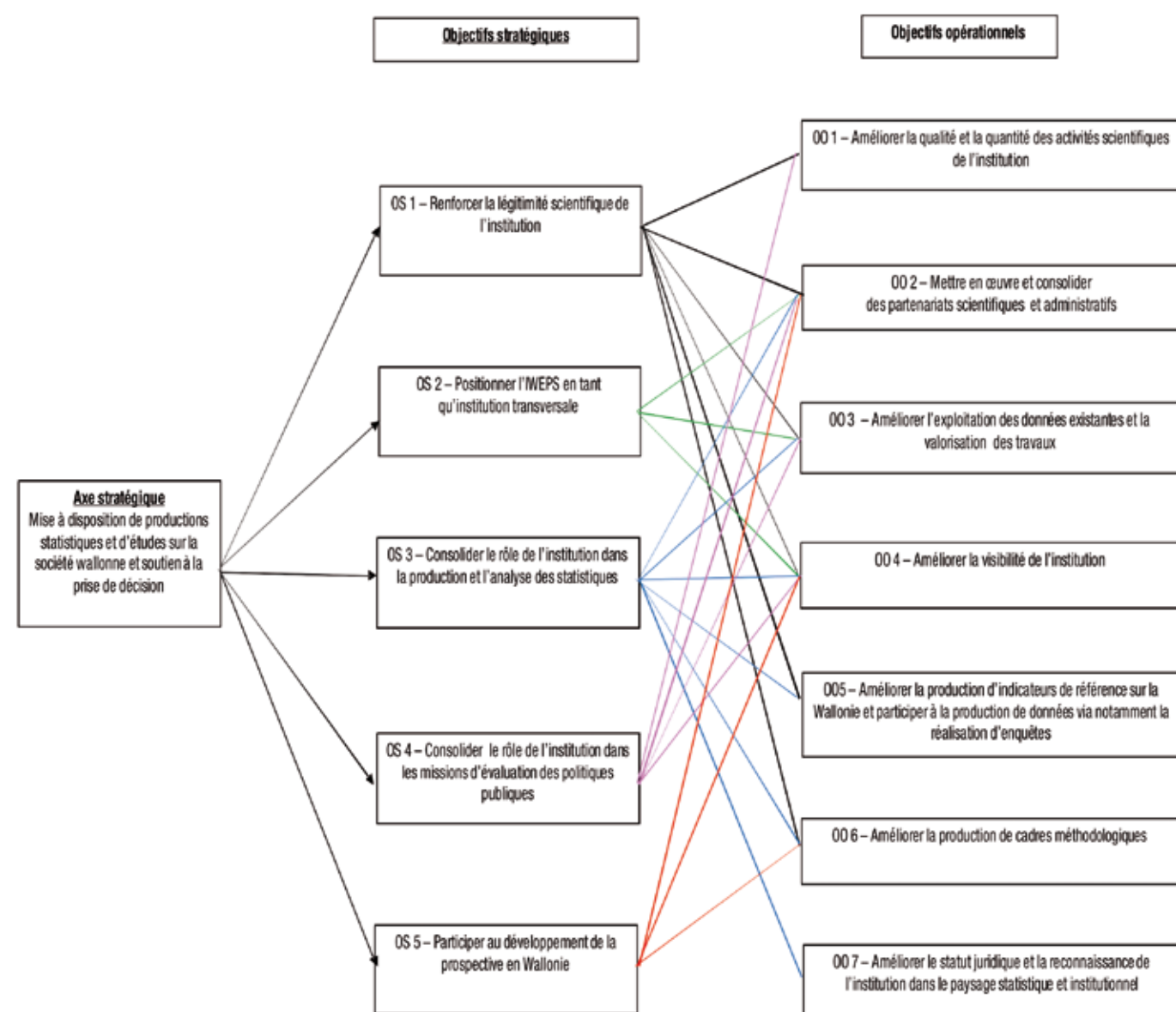
La mission de conseil stratégique consiste à réaliser des exercices d'évaluation, confiés par le Gouvernement dans les matières qui relèvent de sa compétence. Elle comprend également la réalisation d'études prospectives.

En d'autres termes, l'IWEPS est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens des informations diverses qui vont de la présentation de statistiques et d'indicateurs à la réalisation d'études et d'analyses approfondies dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.

1.2. LE PLAN OPÉRATIONNEL

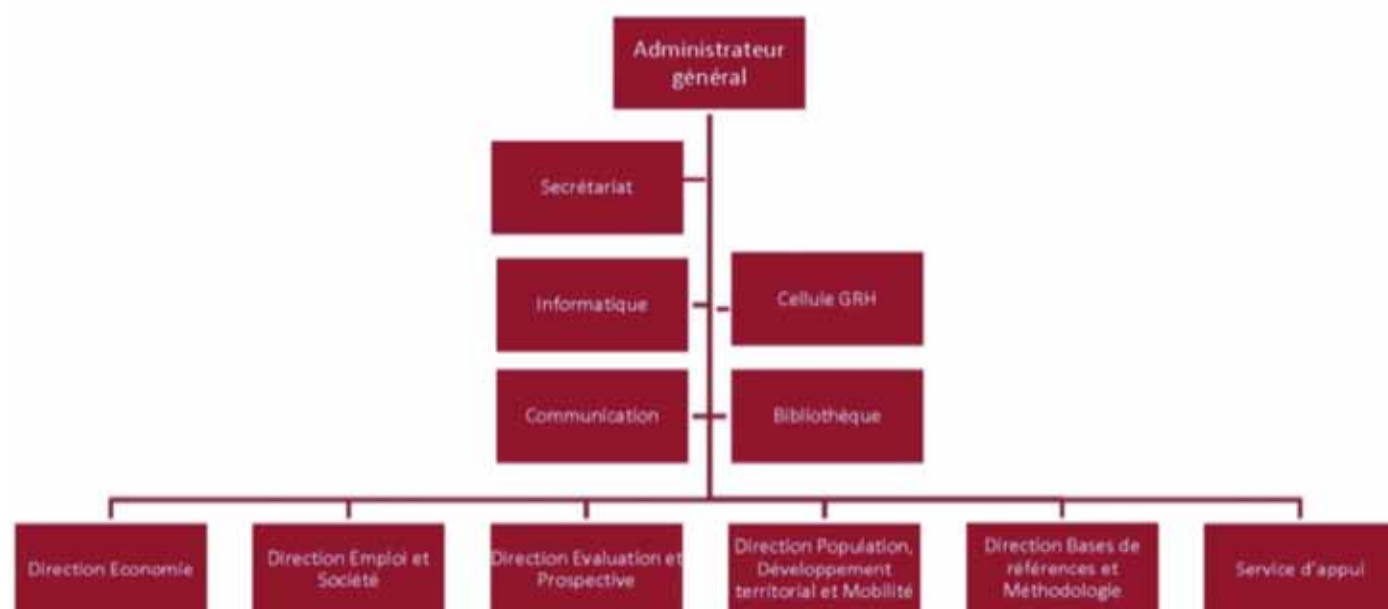
Le plan opérationnel, rédigé en juin 2011 selon une démarche participative, donne à l'IWEPS une orientation claire et structurée pour le déploiement de ses activités et projets. Celui-ci se décline en un axe stratégique, un axe transversal, cinq objectifs stratégiques et sept objectifs opérationnels.

Le plan opérationnel permet d'articuler de manière cohérente l'ensemble des projets poursuivis au sein de l'institution et répondre ainsi aux attentes du monde politique en termes d'aide à la prise de décision.



Axe transversal Améliorer le fonctionnement interne de l'institution (scientifique, administratif et bien-être au travail)

1.3. ORGANIGRAMME



1.4. RAPPORT SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2013

Au 31 décembre 2013, l'IWEPS bénéficiait du concours de 53 personnes, dont 35 chargés de recherche, soit 50,80 équivalents temps plein.

- Isabelle BARBIER, assistante (4/5 temps)
- Fabienne BEGASSE, experte responsable des ressources humaines
- Aurélien BONNET, expert responsable de la cellule informatique
- Thierry BORNAND, attaché scientifique
- Maryline BRANLE, adjointe qualifiée (4/5 temps)
- Sébastien BRUNET, administrateur général a. i.
- Rébecca CARDELLI, attachée scientifique
- Frédéric CARUSO, attaché scientifique
- Julien CHARLIER, attaché
- Olivier COLICIS, attaché scientifique (4/5 temps)
- Bernard CONTER, attaché scientifique

- Marc DEBUISSON, attaché scientifique
- Anne DEPREZ, attachée scientifique
- Isabelle DESPAGNE, première assistante (détachée dans un cabinet ministériel)
- Pascale DETHIER, assistante principale
- Claire DUJARDIN, attachée scientifique
- Jean-Paul DUPREZ, coordinateur scientifique
- Shadi FARKHOJASTEH, attachée (CDD)
- Muriel FONDER, attachée
- Jean-Claude GASPARD, assistant principal
- Vincent GERARD, attaché scientifique (CDD)
- Jean-Luc GUYOT, attaché scientifique
- Didier HENRY, premier gradué
- Evelyne ISTACE, experte en charge de la communication (4/5 temps)
- Julien JUPRELLE, attaché scientifique

- Stephania LA ROCCA, attachée (mi-temps)
- Catherine LAVIOLETTE, attachée scientifique
- Martine LEFEVRE, attachée scientifique
- Virginie LOUIS, attachée scientifique
- Christine MAINGUET, attachée scientifique
- Abdeslam MARFOUK, attaché scientifique
- Amandine MASUY, attachée scientifique
- Olivier MEUNIER, attaché scientifique
- Mathieu MOSTY, attaché
- Régine PAQUE, attachée scientifique (mi-temps)
- Isabelle PIERRARD, directrice
- Eve RAMAEKERS, attachée scientifique
- Isabelle REGINSTER, attachée scientifique
- Etienne ROUARD, assistant
- Christine RUYTERS, attachée scientifique
- Vincent SCOURNEAU, attaché scientifique
- Chantal SIMON, assistante

- Claire SIMON, graduée
- Nathalie STASSIN, graduée
- Amine TASSI, gradué
- Yves TILMAN, attaché
- Béatrice VAN HAEPEREN, coordinatrice scientifique
- Juanita VAN STRAETEN, première adjointe
- Annick VANDENHOOFT, attachée scientifique
- Valérie VANDER STRICHT, attachée scientifique (4/5 temps)
- Françoise VANDERKELEN, coordinatrice scientifique
- Laurent VERLY, gradué principal (4/5 temps)
- Frédéric VERSCHUEREN, attaché scientifique

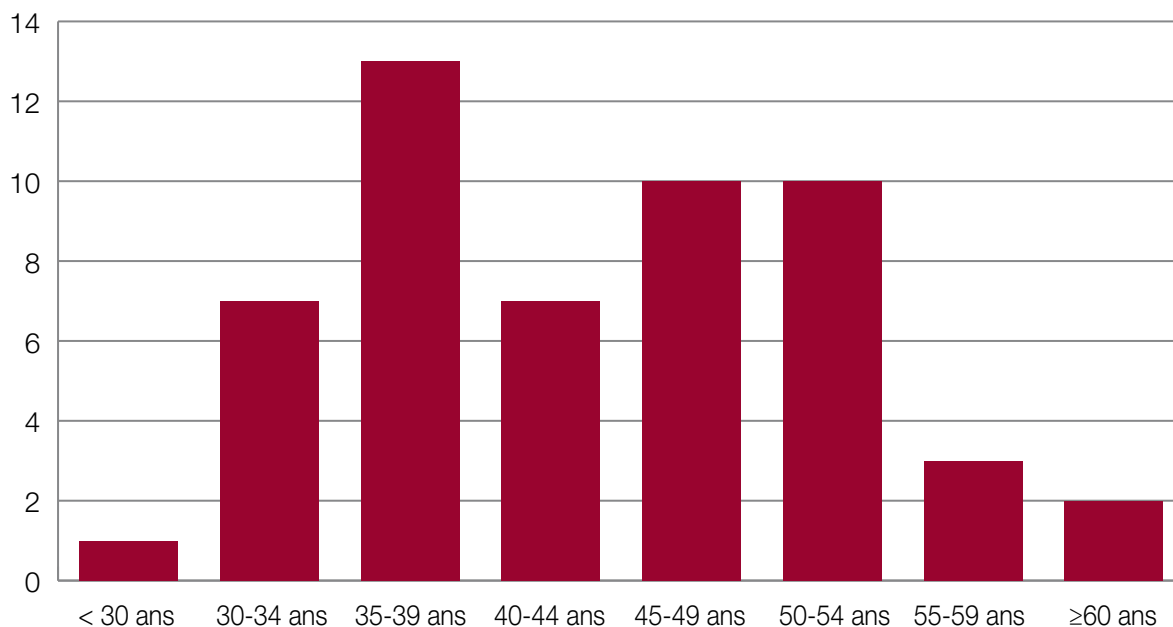
En 2013, l'IWEPS a accueilli six nouveaux chargés de recherche dont deux CDD et quatre CDI. Deux personnes ont quitté l'Institut pour une interruption de carrière et un départ à la retraite.

L'évolution du personnel, depuis 2010, se présente comme

suit :

Situation au 31 décembre	2010	2011	2012	2013
Personnel en place	48	46	50	53
Cadre organique 31/03/2013	69	69	69	69
ETP sur un cadre de 69 personnes	46	44	48	51
Par catégorie				
Statutaires	15	17	17	16
Contractuels CDI	28	28	32	34
Contractuels CDD	1	1	1	3
Par genre				
Hommes	22	20	22	23
Femmes	26	25	28	30
Par niveau				
Niveau 1	36	33	37	40
Niveau 2+	4	5	5	5
Niveau 2	6	6	6	6
Niveau 3	2	2	2	2

Répartition du personnel par classe d'âge, en chiffres absolus, au 31 décembre 2013



1.6. BUDGET 2013

Le budget des recettes était fixé à 6 432 000 euros. Elles se sont élevées à 6 135 658,59 euros.

Le budget des dépenses d'ordonnancement s'élevait à 9 377 000 euros. Les dépenses réelles se chiffrent à 6 916 335,17 euros.

La sous-consommation du budget liée aux activités opérationnelles de l'IWEPS s'explique par une série de facteurs

dont certains retards dans la réalisation d'études ou prestations, des procédures de recrutement et/ou d'engagements prenant plus de temps que prévu, notamment du fait du profil des candidats recherchés ou encore des procédures de marchés publics qui n'aboutissent pas dans les termes convenus.

Le détail du budget est disponible en annexe.

1.7. CONSEIL WALLON DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STATISTIQUE

Le décret du 14 décembre 2003 portant création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique a également instauré le Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, dont les missions sont les suivantes :

Art. 4. Le Conseil rend au Gouvernement un avis sur le programme pluriannuel des travaux de l'Institut et sur le rapport annuel d'activité de celui-ci.

Le Conseil fait au Gouvernement, d'initiative ou sur demande, toute recommandation en matière de statistique, d'évaluation, de conseil stratégique ou de prospective.

Le Conseil assure un rôle d'avis et d'assistance scientifique vis-à-vis de l'Institut.

Le Conseil est composé des recteurs des universités francophones, de quatre membres proposés par le Conseil économique et social de Wallonie, d'un membre proposé par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et de cinq membres maximum émanant des corps scientifique, académique ou assimilé des institutions d'enseignement universitaire ou supérieur.

La composition du Conseil, arrêtée en décembre 2013, est la suivante (selon la décision du Gouvernement wallon du 10 décembre 2009) :

Institutions	Effectifs	Suppléants
Recteurs d'universités		
Facultés agronomiques de Gembloux	HAUBRUGE Eric, Vice-Recteur	PORTETELLE Daniel, Chef de Service
Facultés universitaires Saint-Louis	LAMBERT Jean-Paul, Recteur	VERDONCK Magali, Professeur
Facultés universitaires catholiques de Mons	DE WINNE Rudy, Vice- Recteur	GILSON Natacha, Professeur
Facultés universitaires Notre Dame de la Paix de Namur	POULLET Yves, Recteur	MIGNOLET Michel, Professeur
Université catholique de Louvain	DELVAUX Bruno, Recteur	GIANELLO Pierre, Vice-Recteur
Université Libre de Bruxelles	VIVIERS Didier, Recteur	DEHON Catherine, Professeur
Université de Liège	RENTIER Bernard, Recteur	HEUCHENNE Cédric, Président du CWEPS
Université de Mons	CONTI Calogero, Recteur	MAHY Benoît, Professeur
Sur proposition du Conseil économique et social de la Wallonie		
FGTB wallonne	INFANTI Gianni, Vice-Président du CWEPS	ROBERT Anne-Marie
UCM	LOULTCHEFF Tania	TCHNIDA TAMETSA Charlie Wesley
UWE	PAQUOT Didier	DEHALU Jean-Christophe
CSC	RUOL Muriel	
Sur proposition du Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable		
CWEDD	ROUXHET Frédéric	FOURNY Michèle

Sur proposition de l'IWEPS	
Corps scientifique ou académique	MERCY Jean-Louis, Eurostat MERENNE Bernadette, Professeur émérite ULg
Membre de droit à titre consultatif	
IWEPS	BRUNET Sébastien, Administrateur général a.i.
Secrétariat	
IWEPS	STASSIN Nathalie, Secrétaire de direction
Membres invités	
Cabinet du Ministre-Président du Gouvernement wallon	PATTE Julie WALRAVENS Laurent

En 2013, à l'occasion de ses deux réunions, le CWEPS a été mobilisé sur différents dossiers importants pour le développement des activités de recherche et de collaboration de l'IWEPS. Il s'agit notamment de la présentation du rapport d'activité 2012.

Suite à la présentation du rapport d'activité 2012, lors de la réunion du 17 mai 2013, et aux explications apportées, le Conseil formule l'avis suivant :

« Le CWEPS remet un avis favorable sur le rapport d'activité 2012 et marque sa grande satisfaction quant à la teneur et la qualité des travaux réalisés par l'IWEPS.

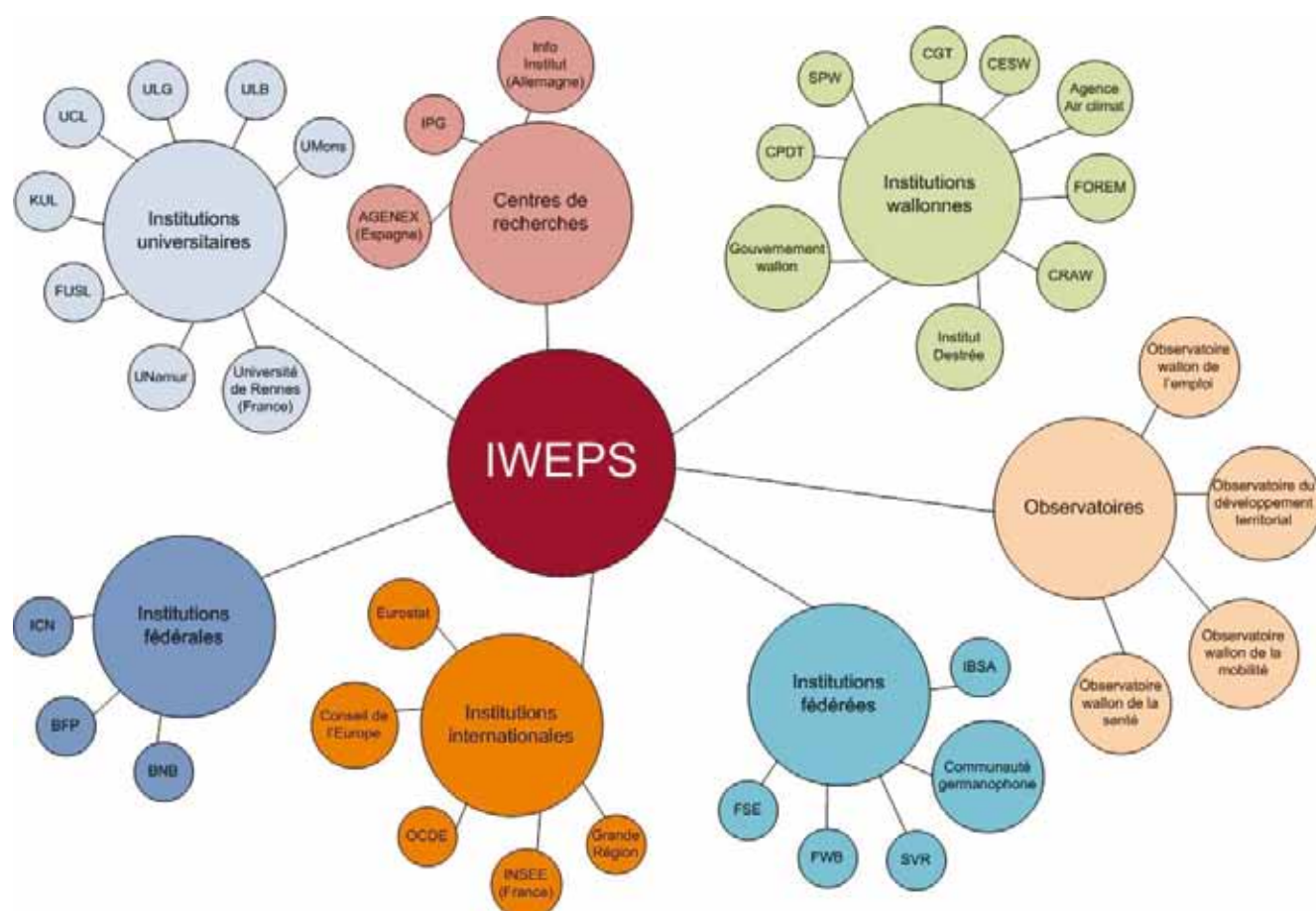
Le Conseil apprécie la volonté de s'inscrire dans une démarche dynamique, structurée et proactive permettant de répondre aux missions d'aide à la prise de décision selon des méthodologies validées scientifiquement. A cet égard, le Conseil souligne l'extrême nécessité d'une plus grande collaboration pour l'accès et l'analyse des données avec les organismes concernés au sein des autres entités fédérées et niveaux de pouvoir.

Par ailleurs, le Conseil insiste sur la pertinence et l'intérêt de projets transversaux comme la centralisation des données locales ainsi que les bourses de doctorat (IPRA) qui donnent à l'IWEPS des outils pour demain. »

1.8. PARTENARIATS ET COLLABORATIONS

Pour la réalisation de ses objectifs et missions, l'IWEPS réaffirme aujourd'hui sa volonté de tisser soigneusement des partenariats et collaborations solides. Partage d'expérience et complémentarité sont sans doute les mots-clés qui caractérisent les institutions et organisations qui envisagent leur développement selon un mode non-concur-

rentiel et collaboratif. C'est dans cette philosophie que s'inscrit l'IWEPS et c'est la raison pour laquelle un des objectifs nouvellement définis dans le plan opérationnel est celui du développement de partenariats tant scientifiques qu'administratifs.





Chapitre 2

FAITS MARQUANTS
DE 2013

2.1. DIMENSION LOCALE

Que ce soit pour réaliser des diagnostics sous-tendant les politiques, pour évaluer ces politiques ou pour concevoir des plans stratégiques, le besoin de données infra-régionales ne cesse d'augmenter. Pour répondre à cette demande croissante de données, l'IWEPS s'investit depuis une dizaine d'années dans la collecte et la création de données locales utilisées pour construire des indicateurs déclinés au niveau communal ou réaliser des études portant sur des sujets ayant un fort ancrage local ou territorial. Grâce à ce travail de longue haleine, qui a nécessité la mise en place de nombreuses collaborations, l'IWEPS développe une connaissance fine de la Wallonie et met son expertise à disposition des acteurs socio-économiques et des décideurs.

L'objectif de ces quelques lignes est de donner une vue transversale des travaux de l'IWEPS liés au « local », de manière à mettre en évidence à la fois l'importance de ces travaux dans l'ensemble des activités de l'IWEPS et la cohérence de projets apparemment dispersés.

Au chapitre des bases de données, des collaborations avec la DGSIE et la DGO5 (Direction générale opérationnelle des pouvoirs locaux, SPW) ont contribué à l'enrichissement des données déclinées au niveau local. Grâce à un accord de confidentialité passé entre l'IWEPS et la DGSIE, l'IWEPS a obtenu une base de données individuelles anonymisées comportant les « états annuels » de la population du 1^{er} janvier 2006 au 1^{er} janvier 2013, ainsi que les différents mouvements migratoires enregistrés en 2010. En ce qui concerne la DGO5, elle a fourni à l'IWEPS l'appui nécessaire à la constitution d'une base de données locales, premier jalon d'un projet plus global de centralisation des données au sein de l'IWEPS. Au cours de l'année 2013, l'IWEPS a par ailleurs poursuivi la collecte de données désagrégées en matière d'emploi : les « comptes de l'emploi » permettent de décrire finement l'offre et la demande de travail au niveau communal.

Ces données sont exploitées dans de nombreux projets. Ainsi, la base de données de la DGSIE est un input appréciable pour décrire les perspectives de population des individus et des ménages par commune, alimenter la base de données communale Cytise ou encore dessiner le contour

des bassins résidentiels. L'IWEPS a aussi créé des fiches communales détaillées rassemblant des indicateurs permettant de positionner chaque commune par rapport à différents référents (arrondissement administratif, province, communes voisines, région et même le pays), ainsi que des fiches communales thématiques proposant une sélection raisonnée (faite par les chercheurs de l'IWEPS) d'indicateurs clés dans les grandes thématiques de la prise de décision en Wallonie.

Les données communales sont également utilisées pour construire des indicateurs synthétiques tels que l'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF) ou l'indicateur des conditions de bien-être (ICBE). L'ISADF poursuit un double objectif : 1) mesurer le niveau de cohésion sociale des communes selon une approche transparente et proposer un classement équitable de celles-ci en fonction du score de l'ISADF ; 2) fournir un critère objectif d'éligibilité des communes et de calcul du subventionnement pour la mise en œuvre du plan d'actions. Durant l'année 2013, l'IWEPS a procédé à l'actualisation de l'ISADF, qui avait été calculé pour la première fois en 2008 dans le cadre du PCS 2009-2013. Quant à l'indicateur de bien-être (ICBE), il s'inscrit dans un projet pilote d'élaboration concertée d'indicateurs de bien-être et de progrès complémentaires au PIB. Au cours de l'année 2013, le projet s'est concentré sur une mesure du bien-être visant à fournir une appréciation globale et pluridimensionnelle du bien-être collectif, au niveau local et régional. Cette mesure combine données administratives et données d'enquêtes, données objectives et subjectives.

Au chapitre des études, on notera que plusieurs études ont initié une collecte de données communales. C'est le cas d'une étude sur les « Perspectives de population et des ménages par commune à l'horizon 2026 », dont les résultats ont eux-mêmes alimenté une étude sur les perspectives en terrains pour l'habitat en 2026. Ces travaux ont en outre été utilisés dans la réflexion sur les objectifs du Schéma de développement de l'espace régional (SDER).

Prolongeant des travaux entamés antérieurement, les thématiques du mal logement et du sans-abrisme sont à l'origine d'une collecte de données originales. Ainsi, le projet

d'harmonisation de la collecte des données des services partenaires des Relais sociaux, mené en collaboration avec les Relais sociaux et la DGO5 du SPW, a abouti en 2013 à une première récolte des données produites par les services partenaires des Relais sociaux. Une autre étude, commencée en 2013, concerne les expulsions domiciliaires en Wallonie. Au cours de cette première année, un état des lieux quantitatif des expulsions judiciaires (dans le cadre d'un conflit locatif) et des expulsions administratives (suite à la prise d'arrêtés d'inhabitabilité, de surpeuplement, d'insalubrité) a été dressé grâce à l'exploitation de différentes sources de données récoltées aux niveaux fédéral, régional et local. Un volet qualitatif croisant les regards de différents acteurs professionnels sur les expulsions a également été effectué afin de saisir les processus en œuvre, les pratiques locales et les représentations sociales des acteurs concernés par ce phénomène.

Au-delà de ses activités d'études et de centralisation de données, l'IWEPS a apporté en 2013 un soutien méthodologique à plusieurs administrations et cabinets ministériels chargés de la mise en œuvre de projets ayant un ancrage local. C'est à ce titre que l'ODT, en collaboration avec le SPW-DGO4, a accompagné le cabinet du Ministre du Développement territorial dans la réflexion sur une cartographie de territoires centraux, éléments structurants du territoire au sein desquels des politiques particulières pourraient être mises en œuvre. Le travail entamé en 2011 et poursuivi en 2012 et 2013 a consisté à mettre en place une méthodologie permettant d'identifier les lieux présentant un haut potentiel de développement territorial durable

pour l'habitat. Ce travail alimente également la réflexion sur l'actualisation du SDER et pourra servir de socle à la création de nouveaux indicateurs de développement territorial. En collaboration avec l'AGERS (Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, FWB), l'ODT a également travaillé sur la déclinaison d'indicateurs de l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au niveau local des dix zones de l'enseignement. Ce travail vise à montrer la nécessité de mesures adaptées à des situations particulières à chaque entité, zone ou bassin. Il permet de dresser certains constats et quelques premiers commentaires utiles au développement d'un « instantané » du secteur de l'Enseignement sous un angle local, en vue de favoriser des décisions éclairées et de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Par ailleurs, l'IWEPS entretient un partenariat privilégié avec la Direction interdépartementale de la cohésion sociale (DiCS) du SPW dans le cadre de sa mission de soutien méthodologique à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques, en particulier le Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie (PCS). Durant l'année 2013, l'IWEPS a poursuivi sa collaboration active à l'évaluation globale du PCS 2009-2013, et a apporté sa contribution à l'élaboration du prochain PCS 2014-2019, notamment en actualisant l'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux. Enfin, on notera la participation de l'IWEPS au suivi et à l'évaluation des projets « Wallonie cyclable », « Communes cyclables » et « Commission régionale vélo ».

2.2. EVALUATION DU PLAN MARSHALL 2. VERT

Dès la mise en place du Plan Marshall 2.Vert fin 2009, le Gouvernement wallon a attribué à l'IWEPS la mission d'évaluation de ce Plan. Prenant appui sur l'analyse fine de son contenu et sur l'établissement de sa logique d'intervention, l'IWEPS a élaboré un programme d'évaluation du Plan. Avalisé par le Gouvernement wallon en juillet 2011,

ce programme, conçu de manière à couvrir l'ensemble du périmètre du Plan, prévoyait, avant la fin de la législature, la réalisation de treize évaluations thématiques et d'une évaluation globale. Les résultats de ces évaluations thématiques devaient alimenter l'évaluation globale du Plan.

Les travaux d'évaluation ont été pris en charge par les chercheurs de l'IWEPS. Ceux-ci ont eu recours, selon les cas d'études, à un accompagnement méthodologique et scientifique de leurs travaux et à des prestataires de services pour le recueil des données.

Entamés dès 2011, les travaux d'évaluation se sont poursuivis au cours de l'année 2013 selon le schéma suivant : chaque évaluation thématique a fait l'objet de deux rapports présentés au Comité transversal d'encadrement de l'évaluation (instance d'accompagnement des travaux, composée des représentants des partenaires sociaux, d'experts scientifiques, du Délégué spécial du Gouvernement et de membres de l'IWEPS). En début d'étude, le premier document fournit une description de l'évaluation prévue (le projet d'évaluation) sur la base d'une recherche documentaire et d'entretiens avec les gestionnaires des mesures évaluées ainsi qu'avec des scientifiques ayant une expertise méthodologique ou disciplinaire du thème visé. En fin de travaux, le second rapport, qui reprend les résultats de l'évaluation, est présenté d'une part aux membres de l'Administration chargés de la mise en œuvre des mesures évaluées et d'autre part au Comité transversal, avant sa remise au Gouvernement wallon, commanditaire de l'évaluation et sa publication sur le site de l'IWEPS.

Au cours de l'année 2013, cinq rapports d'évaluation thématique, produits sur la base du processus ainsi décrit, ont été publiés sur le site de l'IWEPS, dès leur prise d'acte par le Gouvernement wallon. Il s'agit des évaluations portant sur les thématiques suivantes : les programmes de recherche mobilisateurs, le Plan langues, les terrains mis à la disposition du développement économique, les APE (aides à la promotion de l'emploi) non marchands (enfance) et l'identité wallonne.

En fin d'année 2013, les rapports d'évaluation relatifs aux dispositifs suivants : les pôles de compétitivité, la formation qualifiante dans les métiers en demande, le soutien à l'investissement dans les zones franches urbaines et rurales, le soutien financier aux spin-offs et autres entreprises innovantes, l'Alliance emploi-environnement étaient en voie de finalisation. Ils ont été remis au Gouvernement wallon début 2014 ; clôturant ainsi le programme d'évaluations thématiques¹. L'ensemble de ces évaluations thématiques alimente l'évaluation globale du Plan remise au Gouvernement début 2014.

2.3. LE BAROMÈTRE SOCIAL DE LA WALLONIE

Le Baromètre social de la Wallonie est une enquête de grande envergure réalisée depuis plusieurs années par l'IWEPS auprès des citoyens en Wallonie. En 2012-2013, ce sont près de 1 300 citoyens qui ont été interrogés sur l'ampleur de leur participation à la vie sociale, culturelle, politique de leur région, mais aussi sur le degré de confiance qu'ils accordent aux institutions, les valeurs qu'ils

défendent ou encore le regard qu'ils portent sur l'avenir de leur région et sur un ensemble de mesures politiques.

Cet instrument de mesure, développé en collaboration avec des équipes universitaires (ULg, UCL), permet de disposer de données quantitatives précises et détaillées sur les thématiques précitées. Son intérêt réside égale-

1. Les évaluations thématiques label écosystémique, APE marchands et simplification administrative ont été retirées du programme d'évaluation thématique sur la base de décisions du Gouvernement wallon.

ment dans son caractère récurrent, qui permet d'observer les évolutions et changements qui s'opèrent au sein de la Wallonie à partir de comparaisons dans le temps. Quatre enquêtes ont déjà été réalisées par l'IWEPS, une première en 2003, une seconde en 2007, une troisième en 2012 et enfin, une dernière à l'automne 2013.

Le questionnaire de l'enquête, élaboré dès l'origine par l'IWEPS en collaboration avec des chercheurs d'horizons différents, notamment sociologues, politologues et économistes, s'est vu, au cours de ces deux dernières vagues, enrichi et modifié, à partir d'une analyse critique de la pertinence de certaines questions et des nouvelles priorités et préoccupations au sein de la région.

En 2013 en particulier, de nouveaux modules ont été ajoutés au questionnaire initial, notamment en lien avec les priorités politiques des citoyens et leur perception à l'égard du Plan Marshall 2. Vert faisant suite à la volonté du Gouvernement wallon de disposer d'un instrument de mesure récurrent permettant d'obtenir des informations sur le sentiment d'appartenance des citoyens à leur région, sur leur degré de confiance à l'égard des institutions, mais aussi de connaître leurs préoccupations en matière de politiques pour la région.

D'autres thématiques portant sur les préoccupations des citoyens en matière environnementale, sur la mobilité des citoyens, ou encore sur la perception à l'égard de l'immigration ont également été développées dans le cadre des deux dernières enquêtes.

Le Baromètre social est ainsi constitué d'un cœur de questions qui perdurent dans le temps et de modules spécifiques qui varient selon les années, permettant ainsi aux décideurs politiques, aux administrations, aux chercheurs et aux citoyens de disposer à la fois de données récurrentes et de données spécifiques selon les contextes.

En 2013, sur le plan méthodologique, l'IWEPS a décidé de privilégier une enquête en face à face dans un souci de qualité des données récoltées et de comparabilité avec les données des vagues antérieures. Les deux dernières vagues de l'enquête ont été réalisées à l'automne 2012 et

2013, par des enquêteurs expérimentés, au domicile du répondant, auprès d'un échantillon de près de 1 300 individus, représentatif de la population en Wallonie. L'IWEPS a confié la passation des deux vagues de l'enquête de terrain à un prestataire externe sélectionné au terme d'un appel d'offres général soumis à la publicité européenne.

L'IWEPS s'est attaché à suivre rigoureusement toute la phase de préparation du terrain. Une équipe de chercheurs en interne s'est chargée de réaliser la formation des enquêteurs, d'assurer le suivi du terrain ainsi que l'évaluation des enquêteurs. La sélection des enquêteurs s'est également faite par l'IWEPS, en collaboration avec l'institut de sondage mandaté pour réaliser l'enquête (TNS Dimarso).

Tous les enquêteurs travaillant sur le Baromètre social de la Wallonie ont bénéficié de séances de formation données conjointement par l'IWEPS et TNS Dimarso durant l'automne 2012 et l'automne 2013, au cours desquelles leur ont été exposés et expliqués les objectifs de l'enquête ainsi que le contenu du questionnaire.

Outre ces garanties dans le suivi du travail de terrain, l'IWEPS a souhaité valider la qualité des données récoltées dans le cadre d'une convention avec une équipe universitaire (UCL), spécialisée dans la réalisation d'enquêtes d'opinion. Les résultats de cette étape de validation méthodologique du contenu de l'enquête permettent de disposer de données fiables, pertinentes, documentées et représentatives de la population en Wallonie.

L'IWEPS s'est inscrit dans une démarche d'ouverture qui lui est apparue essentielle dans le cadre du Baromètre social de la Wallonie. En effet, dès le départ, des chercheurs d'universités différentes ont été invités à participer aux différentes étapes de la construction de l'outil, de la réalisation de certains modules du questionnaire, à la validation des données... et à faire part de leur expertise, de leur intérêt par rapport aux thématiques envisagées, de sorte que cet instrument de mesure puisse être, à terme, un instrument utile à la communauté des chercheurs, à différentes institutions pour une meilleure compréhension du fonctionnement de notre société.

C'est également dans cet esprit que, durant l'année 2013, plusieurs conventions de recherche ont été réalisées avec des équipes universitaires de disciplines différentes afin d'exploiter certains modules du BSW, en lien avec le sentiment d'appartenance à la Wallonie, dans le cadre notamment de l'évaluation du Plan Marshall 2.Vert.

La cinquième conférence scientifique de l'IWEPS « Le Baromètre social de la Wallonie. Une approche originale pour un autre regard sur la Wallonie »

Les résultats de l'exploitation des données du Baromètre social de la Wallonie ont permis d'alimenter deux événements publics de l'IWEPS.

Ils ont été notamment présentés lors de la journée d'étude : « Discriminations liées à l'origine ethnique en matière d'emploi », organisée en collaboration avec la DGO5 le 26 juin 2013.

Des analyses originales et approfondies ont ensuite été présentées dans le cadre de la cinquième conférence scientifique de l'IWEPS qui s'est tenue le 12 décembre 2013 au Palais des Congrès à Namur.

Les présentations à la conférence scientifique sont en réalité le fruit d'un appel à contributions lancé par l'IWEPS

au printemps 2013 à tous les chercheurs, équipes universitaires et centres de recherche qui travaillent sur les mêmes problématiques que celles abordées dans le cadre de l'enquête BSW. Cette approche originale d'exploitation des données par des équipes spécialisées ainsi que la présentation de l'enquête BSW ont fait l'objet d'un Working Paper (n°12, mars 2013).

Dans cet appel à contribution, plusieurs axes de recherche avaient été mis en évidence comme axes prioritaires notamment pour répondre aux priorités du Gouvernement wallon, à savoir l'engagement des citoyens, l'analyse des réseaux sociaux, l'évolution du sentiment d'appartenance à la Wallonie, la perception des citoyens à l'égard de l'immigration, la mobilité ou encore les représentations politiques et valeurs des citoyens.

Toutes les contributions réalisées dans le cadre de cette conférence sont disponibles sur le site de l'IWEPS au lien suivant :

<http://www.iweps.be/cinquieme-conference-scientifique>.

Le produit des différents travaux d'analyse qui ont été réalisés à partir des données du BSW sera rassemblé dans un ouvrage scientifique collectif à paraître en 2014.



Chapitre 3

ACTIVITES SCIENTIFIQUES
PAR DOMAINE

Institut scientifique au carrefour des champs de la décision politique et de la recherche scientifique, l'IWEPS produit des statistiques et études scientifiques couvrant tous les domaines de compétence de la Région wallonne.

La plupart des études menées à l'IWEPS s'appuient sur des données, d'où l'importance des opérations de collecte et de documentation des données parmi les activités de l'institution. Grâce à ses contacts permanents avec les organes statistiques fédéraux et avec les producteurs de données primaires, grâce aussi à ses collaborations avec des organes administratifs et/ou statistiques régionaux ou communautaires, l'IWEPS alimente de manière continue ses bases de données. De plus, l'IWEPS est à l'origine de nouvelles données, obtenues notamment par voie d'enquêtes.

Les pages qui suivent mettent en évidence la diversité des études produites – élaboration de nouveaux indicateurs, évaluation de politiques publiques, études prospectives, études conjoncturelles – et des champs disciplinaires : économie, sociologie, géographie, démographie, sciences politiques. Souvent, les travaux adoptent une perspective pluridisciplinaire, ce qui permet de mieux prendre en compte la complexité des phénomènes analysés.

Ces activités sont complétées par une veille méthodologique et scientifique : préalable indispensable de toute activité de recherche et d'analyse, la revue de la littérature scientifique et de la littérature grise constitue une des priorités de l'IWEPS.

3.1. POPULATION

3.1.1. Monitoring de la population

L'objectif global de ce projet est d'instaurer une veille sur la démographie de la Wallonie, afin de faire face aux principales demandes en la matière (émanant de l'administration, du gouvernement ou des citoyens), de représenter l'IWEPS dans la sphère scientifique de la démographie belge et de développer une compétence en matière de démographie au sein de l'IWEPS, notamment dans le domaine des perspectives de population.

L'année 2013 a été notamment consacrée à l'alimentation du volet statistique du site de l'IWEPS. Un rapport sur l'état de la démographie wallonne : « Evolutions démographiques récentes de la Wallonie et perspectives » est également élaboré comme chaque année. Il est repris dans le chapitre « Population » des Chiffres-clés de la Wallonie de 2013.

Un membre de l'IWEPS a également assuré le secrétariat général, puis la vice-présidence de la Société démogra-

phique francophone de Belgique (SDFB). La Société réunit tous les universitaires et agents des services publics qui s'occupent de démographie en Belgique francophone. Dans ce cadre, un colloque a été organisé au Centre de recherche en démographie et sociétés de l'UCL le 3 mai sur le thème de « La longévité de l'espèce humaine ». De plus, le prix Verhulst 2013 récompensant un mémoire belge de haute qualité dans le domaine de l'étude scientifique des populations a été lancé pour la troisième fois en six ans en collaboration avec la Vereniging voor Demografie (VVD).

L'IWEPS a également publié électroniquement les actes du colloque « 50 ans après le Rapport Sauvy, la population wallonne entre enjeux du passé et défis du futur » co-organisé avec le CESW et la SDFB à l'Université de Liège le 23 octobre 2012. Les exposés effectués à cette occasion par des membres de l'IWEPS sur « Les perspectives de population dans le Rapport Sauvy. Faisons-nous mieux aujourd'hui ? » et « Perspectives de population au niveau des communes : un outil pour le développement territorial de la Wallonie » y sont donc ainsi diffusés.

3.1.2. Bases de données démographiques issues du Registre national

Suite au contrat-cadre de confidentialité entre l'IWEPS et la DGSIE, une copie anonymisée des données individuelles, issues du Registre national, a été transmise à l'IWEPS en 2013.

La base de données transmise comporte les « états annuels » du 1^{er} janvier 2006 au 1^{er} janvier 2013, ainsi que les différents mouvements migratoires enregistrés en 2010.

En interne à l'IWEPS, et en collaboration avec le Centre de recherche en démographie et sociétés de l'UCL, il a été procédé à une série de tests de cohérence et de conformité des données aux statistiques publiées par ailleurs.

Cette base de données représente un input pour un ensemble de projets développés à l'IWEPS : perspectives de population des individus et des ménages par commune, base de données Cytise, projet « Bassins » et plus particulièrement les bassins résidentiels, séries statistiques chronologiques de l'IWEPS, Chiffres-clés, etc.

3.2. DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Les travaux menés par l'Observatoire du développement territorial (ODT) ont été réalisés dans le cadre des missions de l'IWEPS, et notamment en collaboration avec le SPW-DGO4 et la Conférence permanente du développement territorial (CPDT).

3.2.1. Construction et mise à jour d'indicateurs de développement territorial durable

En 2013, l'ODT a poursuivi la mise à jour des indicateurs précédemment construits (disponibilités foncières, superficies urbanisées...) et la réflexion sur la construction de nouveaux indicateurs, notamment des indicateurs dans une orientation d'analyse de perspectives (voir ci-dessous). Certains de ces indicateurs ont également permis d'alimenter la réflexion liée aux objectifs du Schéma de développement de l'espace régional (SDER).

3.2.2. Perspectives en logements et terrains pour l'habitat en 2026

Les perspectives de population et des ménages par commune à l'horizon 2026, commandées par l'IWEPS à l'UCL,

ont permis la réalisation d'une étude sur les perspectives en terrains pour l'habitat en 2026. La croissance de la population et des ménages aura en effet un impact sur le territoire wallon puisqu'elle nécessite le développement de nouveaux logements. Une plus ou moins grande part de ces logements mobilisera de nouveaux terrains à bâtir.

Ces travaux ont été largement menés en 2012 et ont abouti à une publication en février 2013 (Working Paper n°11).

Ces travaux ont également permis d'alimenter la réflexion liée aux objectifs du SDER en cours d'actualisation.

3.2.3. Cartographie des territoires centraux

L'ODT, en collaboration avec le SPW-DGO4, accompagne le cabinet du Ministre du Développement territorial dans la réflexion sur une cartographie de territoires centraux, éléments structurants du territoire au sein desquels des politiques particulières pourraient être mises en œuvre. Le travail entamé en 2011 et poursuivi en 2012 et 2013 consiste à mettre en place une méthodologie permettant d'identifier les lieux présentant un haut potentiel de développement

territorial durable pour l'habitat. Ce travail alimente également la réflexion sur l'actualisation du SDER et pourra servir de socle à la création de nouveaux indicateurs de développement territorial.

3.2.4. Urban regeneration in Australia's cities

Dans le cadre d'un partenariat scientifique, l'ODT a travaillé en collaboration avec l'équipe du « Centre for Housing, Urban and Regional Planning » (CHURP) de l'University of Adelaide (Australia) sur la problématique du renouvellement urbain dans les villes australiennes. Les recherches ont porté sur la mise en place d'un système d'informations géographiques permettant de mettre en évidence les territoires australiens où le potentiel de renouvellement est le plus fort. L'expérience acquise au cours de cette collaboration sera particulièrement utile aux développements similaires sur le territoire wallon.

En particulier et toujours sur ce sujet, l'ODT a participé à un projet de recherche sur la requalification urbaine d'un quartier d'Adelaïde : Kilburn-Blair Athol. L'ODT s'est plus

particulièrement occupé des analyses statistiques et spatiales de ce projet de recherche commandité par Renewal SA et intitulé : « Informing Future Development in Kilburn and Blair Athol ».

3.2.5. Analyse spatiale des données d'enseignement

En collaboration avec l'AGERS (Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, FWB), l'ODT a travaillé sur la déclinaison d'indicateurs de l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au niveau local des dix zones de l'enseignement. Ce travail vise à montrer la nécessité de mesures adaptées à des situations particulières à chaque entité, zone ou bassin. Il permet de dresser certains constats et quelques premiers commentaires utiles au développement d'un « instantané » du secteur de l'Enseignement sous un angle local, en vue de favoriser des décisions éclairées, de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Ce travail a été diffusé en partie dans une publication sortie début janvier 2014 (Working Paper n°15).

3.3. BASES DE DONNÉES COMMUNALES ET CENTRALISATION

Sur la base des fiches communales réalisées en 2012 dans la perspective des élections communales et en collaboration étroite avec la DGO5 - pouvoirs locaux (SPW), le projet de centralisation des données statistiques locales a pu se mettre en œuvre. La première réalisation concrète est la mise en ligne de la version 1 des fiches thématiques en décembre 2013. Les autres projets de bases de données communales existants à l'IWEPS ont continué à se développer parallèlement. Les liens entre les projets seront progressivement renforcés.

3.3.1. Base de données « Cytise »

Cette base de données, mise au point par une équipe de chercheurs du département de démographie de l'UCL, met à disposition, via un site internet (<http://cytisecomunes.gedap.be/>), un ensemble d'informations communales (« Cytise Communes »), mais également par secteur statistique (« Cytise Quartiers »), obtenues principalement au départ des informations contenues dans le Registre national. La « convention Cytise » initialement financée par la DGO4 du SPW a été reprise en 2011 par l'IWEPS.

L'objectif est l'actualisation des séries communales, rendue possible grâce à la convention d'accès aux données du Registre national par l'IWEPS.

A terme, il est prévu d'intégrer Cytise au portail des statistiques locales qui sera développé dans le cadre du projet « Centralisation des données locales » (voir 3.3.3).

3.3.2. Mise au point de « Fiches communales » détaillées

Le projet « Cytise » étant un projet de longue haleine, qui s'étalera sur plusieurs années, il a été décidé de développer en interne à l'IWEPS un projet de création et de mise à disposition, via le site Internet, de fiches communales standardisées pour les 262 communes wallonnes. Outre la mise à disposition de données brutes, ces fiches présentent des indicateurs qui permettent de positionner la commune par rapport à différents référents (arrondissement administratif, province, communes voisines, région et même le pays). En 2013, outre l'ajout de nouveaux indicateurs et la mise à jour des indicateurs existants, les améliorations suivantes ont été apportées : ajout d'une table des matières pour faciliter la navigation, de quelques graphiques et de liens vers des documents de référence.

3.3.3. La centralisation des données statistiques locales et les fiches thématiques communales

Le projet centralisation comporte trois aspects : l'input (ou la collecte des données), l'output (ou la valorisation des indicateurs) et le datawarehouse (ou le stockage et la structuration des données collectées).

Concernant l'aspect input, le projet de centralisation a pu être mis en œuvre en 2013 grâce à la collaboration et le soutien de la DGO5-pouvoirs locaux dans le cadre des Plans Stratégiques Transversaux (PST). Des réunions bimensuelles ont été co-organisées par l'IWEPS et la DGO5 avec un représentant de chaque DGO du SPW. Les fiches communales détaillées ont servi de base de discussion pour connaître les statistiques existantes et identifier celles qu'il serait utile de collecter auprès des partenaires

de la centralisation (SPW, OIP, FWB...). Vu la multiplicité des thématiques et l'ampleur de la tâche, il a été décidé de travailler DGO par DGO. Le projet de centralisation a d'abord été présenté au Comité de direction (sept DGO et le SG). C'est là qu'un département ou une direction pilote a été identifié pour faire le travail de sélection d'indicateurs clés et pour travailler avec l'IWEPS à la documentation et à la préparation des données. Après les réunions de travail avec les services pilotes organisées début 2014, les indicateurs seront intégrés sur le site de l'IWEPS mi-2014.

En se basant sur l'expérience des fiches communales et des demandes que ces fiches ont suscitées, une première version de fiches dites « thématiques » a vu le jour en décembre 2013. Ce premier résultat, sans viser à l'exhaustivité, avait pour objectif de valoriser une sélection raisonnée d'indicateurs clés dans les grandes thématiques utiles à la prise de décision en Wallonie et comprenant des cartes, des tableaux de valeurs pour toutes les communes afin de permettre des comparaisons et les définitions utiles à l'interprétation. C'est aussi un outil d'information des données et sources statistiques existantes en Wallonie. Un article de présentation a été rédigé à cet égard dans la revue Osmose.

En ce qui concerne l'aspect « datawarehouse » du projet, la procédure de sélection pour le *Database Analyst* (DBA) qui serait en charge du projet datawarehouse a eu lieu en 2013. Par ailleurs, les onze rencontres « bonnes pratiques » réalisées auprès d'institutions publiques ayant mené des projets de datawarehouse et/ou de portails interactifs a permis d'identifier les risques et les conditions de réussite d'un projet DWH et des partenaires potentiels pour assurer l'intégration du DWH de l'IWEPS dans l'environnement existant.

De nombreux chercheurs de l'IWEPS se sont mobilisés dans le cadre de ce projet de centralisation des données locales. Ils participent à la fois à l'input, à la documentation et à la validation des données. Ils sont également présents dans les réunions avec les partenaires extérieurs. Cela permet de renforcer ou de créer de nouveaux liens. La partie technique du projet a beaucoup mobilisé l'équipe informatique.

3.4. INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES AU PIB

Aux côtés des autorités wallonnes, l'IWEPS est engagé dans le développement d'indicateurs régionaux susceptibles de compléter le PIB pour mesurer le progrès sociétal dans un cadre de développement durable.

Les objectifs poursuivis dans ce projet s'intègrent dans une démarche heuristique qui vise à construire un cadre conceptuel, méthodologique et statistique pour l'élaboration d'un système intégré d'indicateurs synthétiques, en cohérence avec les recommandations du « Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi » et des travaux développés sur le sujet.

L'IWEPS s'est donné comme perspective de mettre en place le développement progressif d'un système de statistiques capable de soutenir l'élaboration de huit indicateurs synthétiques (développés dans le Working Paper n°10, publié en janvier 2013) et de les calculer selon les critères de qualité requis.

En novembre 2012, le Gouvernement wallon a décidé de calculer en priorité cinq indicateurs phares et charge l'IWEPS de les développer :

- 1/** Un indice de situation sociale (ISS), qui s'appuie sur deux indicateurs : un indicateur d'état de la société et un indicateur d'état des déséquilibres et des inégalités socio-économiques ;
- 2/** Un indice des conditions de bien-être (ICBE) ;
- 3/** L'empreinte écologique et la biocapacité ;
- 4/** Un indice de situation environnementale (ISE), qui s'appuie sur deux indicateurs : un indicateur d'état des composantes de l'environnement et un indicateur de l'impact sur la santé humaine de l'état des composantes de l'environnement ;
- 5/** Un indicateur de capital économique.

Dans cette même décision, le Gouvernement wallon encourage l'IWEPS à mettre en place et à calculer le système de huit indicateurs présentés dans le Working Paper n°10. A l'exception de l'indicateur « empreinte écologique et biocapacité », les quatre autres indicateurs sélectionnés comme prioritaires par le Gouvernement sont parties intégrantes du système des huit indicateurs préconisés par l'IWEPS.

Durant l'année 2013, les travaux de l'IWEPS se sont concentrés sur le développement des indicateurs jugés prioritaires par le Gouvernement wallon, à savoir : 1) l'indice de situation sociale (ISS) ; 2) l'indice des conditions de bien-être (ICBE) et 3) l'empreinte écologique et la biocapacité. Un premier exercice pour chacun de ces trois indicateurs est prévu pour le printemps 2014.

Afin de répondre également à la demande du Gouvernement wallon, l'IWEPS a mis en place un comité consultatif des utilisateurs pour le développement des indicateurs complémentaires au PIB en Wallonie. Ce comité est composé, suivant les éléments de la note au Gouvernement wallon du 23 mai 2013, de :

- quatre professeurs ou experts belges reconnus nationalement ou internationalement pour leur engagement, leurs travaux et leur expertise en matière d'indicateurs complémentaires au PIB ;
- deux professeurs ou experts étrangers reconnus pour leur engagement, leurs travaux et leur expertise en matière d'indicateurs complémentaires au PIB ;
- quatre membres proposés par les organisations représentantes de la société civile ;
- deux représentants du CWEDD (Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable) ;
- deux représentants du CESW ;
- un représentant de la Fédération des CPAS ;
- deux représentants des organisations de lutte contre la pauvreté ;
- quatre observateurs invités : un représentant du Ministre en charge du Développement durable, un représentant du Ministre-Président, un représentant du Ministre de l'Economie, un représentant du Ministre de l'Environnement.

Ce comité a été constitué en septembre et sa première réunion s'est déroulée en novembre 2013.

3.5. ECONOMIE

3.5.1. Analyses conjoncturelles

Depuis 1991, l'IWEPS effectue semestriellement des exercices de prévisions économiques à court terme de l'économie wallonne.

Deux numéros de « Tendances économiques » ont été publiés en 2013 : le numéro 44 en mars et le numéro 45 en octobre. Ces travaux ont été réalisés en collaboration avec le service « conjoncture » de l'IRES (UCL). L'IWEPS publie, en outre, une note mensuelle de conjoncture, qui reprend une trentaine d'indicateurs sur la conjoncture belge et wallonne. Ces publications sont un outil de veille conjoncturelle qui permet de mettre en évidence tout changement dans les principales séries statistiques de l'économie wallonne.

3.5.2. Modélisation de l'économie wallonne

3.5.2.1. Modèle HERMREG

Dans le cadre de la convention entre l'IWEPS, les services d'étude des deux autres Régions (SVR et IBSA) et le Bureau fédéral du Plan (BfP), deux attachés scientifiques collaborent au projet HERMREG. L'objectif de ce projet est le développement d'un modèle multisectoriel régional de l'économie belge, via une désagrégation régionale des perspectives économiques nationales à moyen terme réalisées par le Bureau fédéral du Plan, la mise à disposition d'une base de données des principaux agrégats économiques régionaux et une analyse de différentes variantes.

Pour l'exercice de 2013, l'IWEPS a donc contribué à la réalisation de la projection 2013-2018 publiée au mois de juillet.

En parallèle, l'équipe de recherche a poursuivi les travaux de développement qui visent à adapter le modèle pour rendre compte de l'impact de chocs économiques régionaux. Avec une modélisation progressivement *bottom-up*, les résultats du modèle ne constitueront plus une désagrégation des résultats nationaux, mais répondront à une dynamique régionale propre. La troisième phase de ces

développements, entamée en 2011 et achevée en 2012, s'est ainsi attelée à l'estimation de fonctions de production régionales. En 2013, les travaux portent sur une nouvelle phase de développement du modèle hybride issu de la phase 3, qui vise à élaborer une modélisation *bottom-up* de la demande. Cette quatrième phase de développement se décompose en plusieurs étapes. La première a consisté à construire un bloc d'équations déterminant l'investissement par branches de livraisons HERMREG, au moyen d'un module allouant la demande d'investissement régionale (phase 3) entre différents actifs ou « produits ». Le deuxième développement, en cours, concerne la principale composante la demande intérieure belge, la consommation des ménages.

3.5.2.2. Modèle PREVIEW

PREVIEW est un vaste projet visant à mettre au point, à moyen terme, un modèle d'évaluation ex-ante des impacts de politiques publiques (wallonnes) sur l'économie wallonne. Ce modèle, d'inspiration macro-économétrique, puisera ses fondements théoriques dans la littérature scientifique récente et reposera notamment sur des fonctions de réaction spécifiques à certaines populations cibles.

La phase II du projet a débuté en 2013 avec l'appui de chercheurs du laboratoire EQUIPPE, Centre de recherche réunissant les économistes des Universités de Lille 1, de Lille 2 et de Lille 3. L'objectif principal de cette phase était de développer un modèle (simplifié) adapté au cadre multirégional du marché du travail en Belgique qui pourrait expliquer la persistance du chômage en Wallonie, la forte disparité des indicateurs d'emploi entre les régions et la mobilité interrégionale de la main-d'œuvre. Une base de données spécifique à cette partie du projet a également été alimentée et les premiers tests d'estimation des équations du modèle ont été réalisés.

Les travaux menés à l'occasion de cette deuxième phase ont été présentés lors de divers colloques et séminaires, ainsi qu'à l'occasion du 4^{ème} Comité d'accompagnement scientifique du projet fin décembre.

3.5.3. Comptabilité régionale

Si l'IWEPS n'établit pas lui-même de comptabilité régionale officielle, cette statistique est une source d'informations économiques essentielle. Aussi, l'IWEPS participe-t-il à l'examen des comptes et de leur méthodologie par le Comité scientifique de l'Institut des comptes nationaux (ICN).

L'IWEPS prend également part aux travaux réalisés dans le cadre de la « convention d'extension des statistiques économiques régionales » établie en 2009 entre la Banque Nationale de Belgique et les trois Régions. L'objectif poursuivi est de développer substantiellement l'arsenal de statistiques régionales dans un cadre comptable harmonisé. Trois groupes de travail ont ainsi été mis en place en partenariat entre la BNB et les Instituts régionaux (IBSA, SVR, IWEPS) pour améliorer la production de nouvelles statistiques économiques régionales. Le premier de ces groupes vise à produire un PIB régional trimestriel, de façon à répondre notamment à la demande de disposer plus rapidement de statistiques économiques. Le deuxième aborde la décomposition du PIB selon l'optique des dépenses et le troisième vise à ventiler par communauté et région les comptes, aujourd'hui globaux, des entités fédérées et des administrations publiques locales.

Après que chacun de ces groupes ait, à la fin de l'année 2012, procédé au bilan de ses activités et balisé les étapes de développements ultérieurs, les discussions relatives à la reconduction de la convention ont eu lieu en 2013. Certains choix méthodologiques ont encore été posés jusqu'en février 2013 dans le groupe portant sur le PIB trimestriel, tandis que les activités du groupe de travail sur l'optique dépenses ont repris à l'automne dès l'accord de principe sur la poursuite du partenariat obtenu. Un chercheur de l'IWEPS a ainsi été affecté à ces travaux, en particulier ceux portant sur la régionalisation des dépenses de consommation finale des ménages, depuis le 1^{er} octobre 2013.

Au-delà de ces collaborations, la comptabilité nationale offre un cadre de référence à plusieurs projets de l'IWEPS, pour lesquels l'Institut a poursuivi ses propres estimations

en 2013. Ainsi, une version simplifiée des composantes de l'optique dépenses du PIB selon une fréquence trimestrielle sert de base aux prévisions conjoncturelles publiées dans Tendances économiques (cf. 3.5.1). De même, pour les besoins du modèle HERMREG (cf. 3.5.2.1), des séries rétrospectives des agrégats de la comptabilité régionale de l'ICN sont établies pour une douzaine de secteurs d'activité. Enfin, plusieurs indicateurs issus de la comptabilité régionale sont présentés sur le site internet de l'Institut et examinés dans plusieurs de ses publications (les Chiffres-clés de la Wallonie, par exemple).

L'optique des revenus continue notamment à faire l'objet de ces analyses. Toutefois, les revenus des ménages sont proposés jusqu'au niveau des arrondissements dans les comptes. La répartition géographique fine de ces revenus, ainsi que leur dispersion, n'est pas disponible selon cette source. Afin d'approfondir l'analyse des revenus, les statistiques publiées par la DGSIE, issues des déclarations fiscales à l'IPP, une des sources principales de la comptabilité, continuent d'être collectées, examinées, cartographiées.

3.5.4. Entreprises

Les travaux relatifs à la démographie des entreprises, au départ des données mensuelles produites par la société Coface Belgium, ont alimenté le site Internet et les publications de l'IWEPS. Des comparaisons interrégionales ont été réalisées pour répondre à différentes demandes particulières. La méthodologie intègre dorénavant en flux continu les différents mouvements démographiques de chaque entreprise. Des comptages sont également effectués selon les secteurs d'activité et à un niveau infra-régional.

Le « répertoire des établissements de l'ONSS » a également été régulièrement utilisé pour préciser la structure, en termes d'activité et de taille, du tissu industriel wallon. Il nous a permis, également, de mesurer le degré d'autonomie des établissements wallons.

Sur la base d'un accord-cadre, l'IWEPS bénéficie d'un accès aux micro-données d'entreprises de la DGSIE (données BNB relatives aux bilans et aux exportations, déclara-

tions TVA, données ONSS et données de la Banque Carrefour des Entreprises) afin d'évaluer l'impact des pôles de compétitivité wallons. Les données extraites de ces registres ont permis de constituer un ensemble d'indicateurs relatifs aux performances des entreprises subventionnées dans le cadre des pôles de compétitivité ainsi qu'à un ensemble d'entreprises comparables constituant un groupe de contrôle. Une analyse micro-économétrique sur la base de ces données est en cours et permettra, au moyen d'une méthode en doubles différences, d'évaluer l'impact des pôles de compétitivité sur l'évolution des performances des entreprises subventionnées. Ces travaux sont menés conjointement avec le professeur Maynérès (IRES-UCL) dans le cadre d'une convention d'accompagnement scientifique et méthodologique. Les résultats sont attendus vers mi-2014.

Ces micro-données d'entreprises ont également été exploitées dans le cadre d'évaluations thématiques du Plan Marshall 2.Vert.

A la suite d'une demande du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de disposer d'indicateurs du poids économique du secteur des Industries Culturelles et Créatives (ICC) sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui soit récurrent, l'IWEPS a fait un appel à marchés publics afin de s'assurer de l'appui d'une équipe universitaire pour la réalisation du premier exercice de l'analyse. L'analyse des offres a été faite et le marché a été attribué à une équipe de recherche de l'Université Libre de Bruxelles. Ce projet a démarré le 2 décembre 2013 et il est prévu qu'il se déroule sur une période de huit mois.

Enfin, l'IWEPS contribue aux travaux menés par la DGO6 et visant à la réalisation d'un « Small Business Act » (SBA) décliné au niveau wallon. Dans ce cadre, l'IWEPS propose et discute un ensemble d'indicateurs statistiques relatifs à cinq des axes du SBA : « *Entrepreneuriat* », « *Seconde Chance* », « *Financement* », « *Qualifications et innovation* », et « *Internationalisation* ».

3.6. EMPLOI

3.6.1. Comptes de l'emploi

A l'instar des comptes nationaux et régionaux au niveau économique, les comptes de l'emploi constituent un système de statistiques intégrées et cohérentes dans le domaine du marché du travail. Les données de base sont saisies à un niveau territorial fin, à savoir le niveau communal. La méthodologie d'estimation détaillée a fait l'objet du Working paper de l'IWEPS n°13. Les comptes de l'emploi comprennent deux volets : un volet offre de travail (des travailleurs) et un volet demande de travail (des entreprises). Ils sont estimés en moyenne annuelle.

Ce travail s'est notamment fondé sur les données de l'ONSS, de l'INASTI, de l'ONSS-APL, du Datawarehouse de la BCSS, de la DGSIE, de l'ONEM, de l'INAMI et de l'IGSS.

En 2013, les données estimées dans ce cadre avec le CUNIC (marché public IWEPS-2009/011) ont été diffusées plus largement sur notre site internet et huit bases de données détaillées, accompagnées d'un mode d'emploi, ont été mises à disposition des membres du comité d'accompagnement dans le cadre des échanges au sein de l'Observatoire wallon de l'emploi. Elles comprennent les données de population active, de main d'œuvre potentielle, d'emploi intérieur et de navettes. Cette dernière base de données est encore en test.

Les bases de données emploi intérieur ont été mises à jour avec les données de 2011 de l'ONSS et de l'INASTI.

Lors des travaux du groupe d'harmonisation des estimations de la population active piloté par le SPF Emploi et réunissant des représentants du fédéral et des trois régions

du pays, il avait été décidé de profiter de la rupture de série dans les données de base émanant de l'ONSS (réforme Capelo) pour mettre en œuvre une méthodologie harmonisée, identique en Wallonie (IWEPS-CUNIC), en Flandre (Steunpunt WSE), à Bruxelles (Observatoire bruxellois de l'Emploi) et au SPF Emploi.

En attendant les statistiques de population active 2011 et 2012 issues des travaux d'harmonisation entre les données régionales et fédérales, l'IWEPS (après concertation avec le comité d'accompagnement) a décidé de compléter la série par les données du Steunpunt WSE, avec leur accord.

L'analyse de la situation des communes wallonnes sur la base des indicateurs du marché du travail (plus de 80) et des matrices de corrélation issus de ce projet s'est poursuivie en 2013.

3.6.2. Situation conjoncturelle de l'emploi

L'Institut analyse de manière continue les tendances conjoncturelles et structurelles du marché du travail. Ces analyses alimentent diverses publications de l'IWEPS, notamment le rapport semestriel de conjoncture « Tendances économiques » ou font l'objet de contributions dans des publications extérieures telles que l'introduction au budget de la Région wallonne.

3.6.3. Politiques européennes en matière d'emploi

Comme chaque année, l'IWEPS a contribué aux rapports annuels d'activité de l'Agence FSE (programmes Compétitivité régionale et emploi et Convergence), notamment par la production d'indicateurs de contexte économique et de suivi. Ces éléments sont utilisés lors des rencontres annuelles avec la Commission et dans les comités de suivi. Les contributions du FSE à la Stratégie européenne pour l'emploi sont analysées, en termes financiers et de réalisations physiques. L'IWEPS participe également au suivi de l'évaluation de programmes.

En réponse à une demande de l'administration wallonne de disposer d'une actualisation du tableau de bord et d'une proposition d'analyse de contexte pour le rapportage à effectuer par la Région dans le cadre des programmes FEDER « Convergence » et « Compétitivité et emploi », l'IWEPS a rédigé un diagnostic socio-économique.

L'IWEPS a par ailleurs contribué de façon significative aux travaux du comité technique d'évaluation du FSE. Il s'est agi en particulier de s'assurer de la pertinence des méthodes et des instruments utilisés par les consultants externes chargés de l'évaluation des programmes.

3.6.4. Emploi dans la fonction publique

Par décision du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008, l'IWEPS s'est vu confié une mission de production d'informations sur l'emploi dans la fonction publique wallonne. En 2012, dans la perspective de disposer d'une vue intégrée de la fonction publique de la Région wallonne et de la Communauté française, le Ministre de la fonction publique a chargé l'IWEPS d'étendre la collecte annuelle de données à la Fédération Wallonie-Bruxelles. La collecte de données a porté sur les années 2011 et 2012. Ces données ont été traitées en 2013. Un tableau de bord commun Région wallonne – Fédération Wallonie-Bruxelles est en cours de finalisation.

3.7. EDUCATION ET FORMATION

Plusieurs des projets qui portent sur l'éducation ou la formation s'intègrent aux travaux menés dans le cadre de l'accord de coopération sur les synergies statistiques (voir 3.13) avec le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (MFWB) et l'ETNIC.

L'IWEPS participe activement aux travaux du Comité de pilotage de l'alphabétisation (accord de coopération relatif au développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes du 2 février 2005). L'Institut est intervenu dans la construction d'un cadre de référence pour l'analyse des politiques d'alphabétisation, a accompagné la conception d'une nouvelle collecte de données auprès des opérateurs d'alphabétisation et a contribué à la réalisation des éditions successives de l'état des lieux de l'alphabétisation. En 2013, l'IWEPS a collaboré à une collecte de données auprès des opérateurs d'alphabétisation. Une synthèse a été présentée lors du Séminaire Alphabétisation organisé à Bruxelles en septembre 2013.

Le projet d'enquête à large échelle en Belgique francophone sur les compétences de base des adultes (Information Vie quotidienne (IVQ)) n'a pas pu être réalisé, faute de moyens financiers. Des négociations ont été entreprises pour exploiter les résultats et la méthodologie d'enquêtes similaires qui sont menées dans d'autres régions.

L'IWEPS est partie prenante du projet sur les Parcours études, formations, emplois : cadastre des sortants de l'enseignement, piloté par le secrétariat général du MFWB (voir 3.3). L'objectif est la mise en place d'une base de données pérenne mettant en relation des données de l'enseignement obligatoire, de l'enseignement supérieur et du *datawarehouse* de la BCSS. L'enseignement et la formation financés par la Communauté germanophone, l'enseignement de promotion sociale et les dispositifs de formation professionnelle wallons et bruxellois seront progressivement intégrés au dispositif. L'IWEPS a participé également à l'élaboration des outils de pilotage du dispositif CPU (Certification par unité) dans l'enseignement qualifiant de la FWB et a co-organisé les séminaires statistiques du projet bruxellois Labo-Jeunes.

La collaboration avec l'administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles a également permis de poursuivre l'analyse de données territoriales : communication sur « La pertinence des données longitudinales pour la mesure de l'abandon scolaire précoce, critère de référence de la stratégie UE2020 » présentée aux Journées du longitudinal à Bordeaux en juin 2013. Des indicateurs par zone d'enseignement réalisés conjointement, à la demande de l'administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont été publiés (voir 3.2.5.). L'IWEPS a collaboré également au projet de cartographie de l'offre de formation et d'insertion du CSEF de Liège.

Des collaborations se mettent en place avec les administrations qui pilotent les dispositifs Formation en alternance, Chèques formation et Chèques formation à la création d'entreprises afin d'utiliser et d'exploiter les bases de données existantes à des fins statistiques. Des réunions de travail se sont poursuivies également avec l'enseignement de promotion sociale.

Dans le cadre de l'accord de collaboration pour les échanges statistiques signé avec la Communauté germanophone en janvier 2009, en 2013, les échanges ont plus particulièrement porté sur la préparation du cadastre des sortants de l'enseignement.

L'IWEPS a participé au groupe de travail du Conseil wallon de la politique scientifique sur l'attractivité des études et des métiers scientifiques et techniques et au Comité d'accompagnement de l'étude sur les jeunes qui ne suivent plus ni études, ni formation et ne sont pas en emploi (NEET) pilotée par l'OEJAJ.

Des indicateurs sur l'éducation et la formation ont été mis à disposition sur le site internet de l'IWEPS et publiés dans l'édition 2013 des Chiffres clés de la Wallonie. La thématique de la formation professionnelle a également été abordée dans l'évaluation du Plan Marshall 2.Vert et dans les travaux menés pour l'Agence FSE.

La thématique de la formation professionnelle est un des thèmes de recherche prioritaires de l'OWE.

3.8. SOCIÉTÉ

3.8.1. Santé

L'année 2013 s'est inscrite dans la continuité en ce qui concerne les projets liés à la santé. Le développement d'indicateurs s'est prolongé au moyen de collaboration avec des acteurs externes à l'IWEPS et grâce aux bases de données obtenues en interne (notamment les bases de données Mortalité et Naissance (Etat-civil), l'Enquête nationale de santé (1997-2008)) et diffusés via le site internet <http://socialsante.wallonie.be/?q=sante/observatoire-wallon-de-la-sante/> de l'OWS, hébergé par la DGO5.

Des données de santé ont été mises à disposition des autres membres de l'OWS et des observatoires provinciaux de la santé sous forme de bases de données agrégées, de tableaux et de graphiques.

Une application informatique permettant d'interroger des bases de données « santé » et de générer des graphiques standards est toujours en gestation. Ce projet devra s'intégrer dans un cadre plus large de mise à disposition de données statistiques santé en Wallonie. La réflexion sur ce point est encore en cours. En attendant, les éléments permettant de construire l'applicatif se mettent en place au fur et à mesure de l'appropriation par l'IWEPS des bases de données déjà disponibles, notamment le Registre national, Mortalité et Naissance, Enquête nationale de santé. Le nombre de possibilités d'interrogation automatisée augmente régulièrement en fonction des demandes reçues.

L'IWEPS assure la gestion informatique du Registre Hainaut-Namur du réseau européen EUROCAT (*European surveillance of congenital anomalies*), dont l'objectif est de réaliser une surveillance épidémiologique sur les anomalies congénitales en Europe. Le rapport annuel, présenté à la DGO5 par l'Institut de Physiologie et de Génétique (IPG) en juillet, est établi au départ de ce répertoire et intègre les tableaux mis au point et produits par l'IWEPS.

Une deuxième publication dans le cadre des synergies santé en FWB et Wallonie sur le thème du « Bien vieillir » et de l'autonomie a été initiée. La réalisation a été confiée à un consortium réunissant le département du Panel Démographie familiale de l'Université de Liège et l'Observatoire

liégeois Solidaris de la Santé. La publication est prévue pour juin 2014.

L'intérêt pour les thématiques liées au vieillissement et au maintien des personnes vieillissantes en bonne santé s'est également marqué par la mise sur pied d'un projet d'analyse de la base de données SHARE qui contient à présent quatre vagues de données analysables, et une cinquième en cours de validation. L'analyse vise à faire émerger un ou des profils de personnes vivant mieux leur vieillissement afin de mettre en évidence des caractéristiques communes à ces groupes.

3.8.2. Logement

Les thématiques du mal logement et du sans-abrisme sont toujours étudiées à l'IWEPS. Plus particulièrement, trois projets ont impliqué l'IWEPS en 2013 en continuation avec les travaux entamés antérieurement.

Premièrement, le projet d'harmonisation de la collecte des données des services partenaires des Relais sociaux s'est poursuivi, en collaboration avec les Relais sociaux et la DGO5 du SPW. Une première récolte des données produites par les services partenaires des Relais sociaux a été effectuée en 2013 et porte sur l'exercice 2012. Une analyse par pôle d'activité a été réalisée : 1) hébergement d'urgence ; 2) travail de rue ; 3) dispositif d'urgence sociale ; 4) accueil en journée, pôle subdivisé à la demande des Relais sociaux en quatre secteurs : l'aide alimentaire, l'accueil de bas seuil, l'accompagnement dans le logement et la « santé » (accueil des personnes avec des problèmes de santé physique et/ou mentale). Celle-ci concerne l'offre de services, leur utilisation par les usagers et le profil de ces usagers. L'analyse a été établie par Relais social et au niveau de l'ensemble des Relais sociaux. Cette analyse doit faire l'objet d'une publication en 2014. Un séminaire présentant les premiers résultats et enseignements de cette collecte de données 2012 a été organisé en septembre 2013 en collaboration avec la DGO5 et les Relais sociaux. Lors de ce séminaire, les travailleurs sociaux des services partenaires ont été sollicités pour améliorer la collecte des données au cours des années suivantes. Ils ont pu proposer des modifications et des adaptations du formulaire de collecte de données à leur réalité de terrain.

Deuxièmement, le Ministre Nollet a commandité à l'IWEPS une recherche sur les expulsions domiciliaires en Wallonie. Après une première étape exploratoire entamée en 2012, cette recherche a officiellement démarré en janvier 2013 et un comité d'accompagnement a été constitué au sein du Conseil supérieur du Logement. Au cours de cette première année, un état des lieux quantitatif des expulsions judiciaires (dans le cadre d'un conflit locatif) et des expulsions administratives (suite à la prise d'arrêtés d'inhabitabilité, de surpeuplement, d'insalubrité) a été dressé grâce à l'exploitation de différentes sources de données récoltées aux niveaux fédéral, régional et local. Un volet qualitatif croisant les regards de différents acteurs professionnels sur les expulsions a également été effectué afin de saisir les processus en œuvre, les pratiques locales et les représentations sociales des acteurs concernés par ce phénomène. Un rapport intermédiaire a été remis au CSL en février 2014. Au cours de 2014, il est prévu de consolider les deux volets, quantitatif et qualitatif, de cette recherche. La remise du rapport final de cette recherche est prévue pour l'automne 2014.

Une troisième recherche vise une meilleure compréhension des parcours des personnes vivant de manière permanente dans les équipements à vocation touristique situés ou non dans les communes qui mettent en œuvre le Plan Habitat Permanent (HP) du Gouvernement wallon. Les déménagements et problèmes de logements, les autres problèmes rencontrés par ces personnes, leurs ressources, leurs stratégies « d'adaptation », leurs réactions aux services sociaux proposés, leurs projets de vie et d'habitat constituent l'objet de cette recherche. Ces éléments devraient permettre de compléter les données quantitatives et qualitatives déjà recueillies par la Direction interdépartementale de la cohésion sociale (DICS) et d'améliorer ou de mieux cibler les mesures destinées à ces personnes. En 2013 et à la demande de la DICS, l'IWEPS a rédigé le cahier des charges de cette recherche. L'équipe de *Réalisation Téléformation Animation* (RTA) a été sélectionnée en septembre et a entamé les travaux dans le courant du mois d'octobre. La méthodologie utilisée est qualitative et s'appuie sur l'analyse d'entretiens effectués auprès de ménages vivant dans les zones HP. Un comité d'accompagne-

ment réunissant des représentants de la DICS, de la DGO5 du SPW, du Centre d'étude de l'Habitat durable (CEHD) et du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre la pauvreté a tenu sa première réunion le 20/12/2013. La fin de la recherche et la présentation des résultats (notamment via publication) sont prévues en 2014.

Par ailleurs, l'IWEPS assure le suivi de différents projets relatifs au logement *via* sa participation au sein de comités d'accompagnement (Enquête qualité de l'Habitat en Wallonie (DGO4 et Centre d'étude de l'Habitat durable), la diversité dans le logement (Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme)).

Des demandes fréquentes sont adressées à l'IWEPS dans le domaine du logement au niveau local, provincial ou régional.

3.8.3. Cohésion sociale

3.8.3.1. Le plan de cohésion sociale (PCS)

L'IWEPS entretient un partenariat privilégié avec la Direction interdépartementale de la cohésion sociale (DICS) du Service public de Wallonie dans le cadre de sa mission de soutien méthodologique à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques, en particulier le Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie (PCS). Ce dispositif, adopté fin 2008 par le Gouvernement wallon, vise à encourager les communes wallonnes à élaborer et mettre en œuvre un plan d'actions orienté vers la promotion de l'accès de tous aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu.

Durant l'année 2013, l'IWEPS a poursuivi sa collaboration active à l'évaluation globale du PCS 2009-2013, organisée en trois volets spécifiques, à savoir une évaluation des résultats du PCS aux niveaux local et régional (réalisée par la DICS, en collaboration avec l'IWEPS), une évaluation des processus liés à la mise en œuvre du PCS (réalisée par l'ULg et commanditée par l'IWEPS) et une évaluation des impacts du PCS sur le bien-être et la cohésion sociale aux niveaux local et régional (réalisée par la DICS, l'IWEPS et le Conseil de l'Europe).

Les principaux résultats et recommandations issus de cette évaluation ont été présentés lors du colloque « Ensemble pour le bien-être de tous. Évaluations et perspectives du Plan de cohésion sociale en Wallonie » organisé par la DICS le 14 mars 2013, dans le cadre du Carrefour des compétences du Conseil régional de la Formation. Ce colloque a permis la définition de recommandations complémentaires issues de ses différents ateliers thématiques permettant de nourrir la réflexion à mener dans le cadre de l'élaboration du prochain PCS, et d'en améliorer l'efficacité.

Dans la foulée de l'évaluation du PCS 2009-2013, l'IWEPS a apporté sa contribution à l'élaboration du prochain PCS 2014-2019, notamment en actualisant l'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux.

3.8.3.2. L'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF)

L'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF) est conçu comme un outil d'aide à la décision politique qui poursuit un double objectif : 1) mesurer le niveau de cohésion sociale des communes selon une approche transparente et proposer un classement équitable de celles-ci en fonction du score de l'ISADF ; 2) fournir un critère objectif d'éligibilité des communes et de calcul du subventionnement pour la mise en œuvre du plan d'actions. L'intention politique étant de moduler le soutien financier en fonction des besoins, le subventionnement régional alloué aux communes comprend deux parties : une partie fixe dépendant des catégories de population auxquelles les communes appartiennent et une partie variable dépendant du score de l'ISADF pondéré par la population effective de chaque commune, le tout tributaire du budget global annuel alloué au PCS.

Durant l'année 2013, l'IWEPS a procédé à l'actualisation de l'ISADF, qui avait été calculé pour la première fois en 2008 dans le cadre du PCS 2009-2013. Autant que possible, une cohérence a été recherchée entre les deux exercices, tant dans le mode de construction de l'indicateur synthé-

tique que dans le choix des indicateurs qui le composent, ceci afin de garantir une continuité entre les deux éditions. Cette règle a cependant souffert de quelques exceptions dictées principalement par l'indisponibilité de certaines données statistiques utilisées dans la version de 2008 en raison de l'abandon de l'enquête socio-économique générale en Belgique après 2001 et de l'impossibilité, avérée entretemps, d'actualiser ces données par d'autres voies.

Cet exercice d'actualisation a donné lieu à un Working Paper, à paraître en 2014, dont l'objectif est d'exposer de façon pédagogique et transparente la construction de cet indicateur synthétique, en expliquant les choix posés, les contraintes imposées, les méthodes appliquées, les limites observées et les clés de lecture des données. Les changements méthodologiques apportés entre les deux éditions de l'ISADF (2008 et 2013) y sont commentés.

3.8.4. Bien-être collectif et progrès au niveau local et régional

Depuis 2009, l'IWEPS s'est engagé dans un projet pilote d'élaboration concertée d'indicateurs de bien-être et de progrès au niveau local et régional, en partenariat avec le Conseil de l'Europe, la DICS et une quinzaine de villes et communes.

La démarche empruntée par l'IWEPS s'appuie sur le cadre de référence conceptuel et méthodologique SPIRAL² construit par le Conseil de l'Europe, en cohérence avec sa Stratégie de cohésion sociale adoptée en mars 2004 et révisée en 2010.

Au cours de l'année 2013, le projet s'est concentré sur le développement de la mesure du bien-être, qui vise à fournir une appréciation globale et pluridimensionnelle du bien-être collectif, au niveau local et régional, basée sur ce qui compte et qui fait sens pour les citoyens. Cette mesure combine données administratives et données d'enquêtes, données objectives et subjectives.

2. Societal Progress Indicators and Responsibilities for All.

L'opérationnalisation de cette mesure est conçue en trois phases :

- 1/** mesure du bien-être à partir des données statistiques existantes et disponibles au niveau des communes wallonnes. Les premiers résultats sont attendus pour la fin du premier trimestre 2014.
- 2/** mise en place et réalisation progressive d'une enquête dans les communes wallonnes pour compléter les données indisponibles via les sources existantes; l'objectif est de couvrir l'ensemble des communes wallonnes en trois ou quatre ans ;
- 3/** consolidation de l'Indicateur synthétique de bien-être intégrant l'ensemble des données récoltées dans les deux premières phases.

Durant cette même année, l'IWEPS a développé son réseau de partenariat, au niveau international, avec différentes institutions et centres de recherche impliqués dans des projets similaires de développement d'une mesure du bien-être à l'échelle de territoires de vie en favorisant la participation citoyenne.

3.8.5. Analyse de la situation des personnes en état de pauvreté

Un tableau de bord de la pauvreté a été réalisé à la demande de la Ministre de l'Action sociale. En 2013, l'IWEPS

a publié, en collaboration avec le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, un Working Paper « Regards sur la pauvreté et les inégalités en Wallonie ». Cette publication, largement commentée dans les médias, vise à mettre en évidence les différences interrégionales et les sous-populations les plus fragilisées. Des témoignages de personnes en situation de pauvreté et d'acteurs de terrain complètent les analyses statistiques.

Par ailleurs, un chapitre des Chiffres clés de la Wallonie 2013 a été entièrement consacré aux revenus et conditions de vie. Les aspects tant monétaires que non-monétaires ont été analysés à partir de données d'enquêtes et de bases de données administratives. Un éclairage local complète la présentation.

L'IWEPS participe au groupe de travail Indicateurs du Plan d'Action National Inclusion, piloté par le Service public fédéral Sécurité sociale. Ce groupe est responsable de la partie statistique du Rapport social national remis chaque année à la Commission européenne. Ce document reprend, complète et analyse notamment les indicateurs utilisés dans le cadre de la stratégie Europe 2020.

L'IWEPS participe également au groupe de travail Indicateurs des Droits de l'enfant, conjoint à la Wallonie et à la FWB.

3.9. TRANSPORT ET MOBILITÉ

En 2013, les bases de données relatives à la mobilité ont été enrichies en vue de la mise à jour du diagnostic et valorisées à travers des réseaux d'échanges, des groupes de travail et des comités d'accompagnement. Des indicateurs ont été repris dans les publications, sur le portail internet de l'IWEPS ; ils ont notamment nourri les réflexions menées dans le cadre du projet SDER et « Plan régional de mobilité durable ».

L'Observatoire wallon de la mobilité (OWM) a collaboré avec les différents services de l'administration régionale qui

réalisent des études traitant de la mobilité ou du transport ; citons à titre d'exemple quelques collaborations :

- la collaboration à la confection du tableau de bord de l'état de l'environnement réalisé par la DGO3 (SPW-Direction générale opérationnelle agriculture, ressources naturelles et environnement) ;
- la collaboration avec l'AWAC au niveau des statistiques utiles aux « inventaires transports », des divers polluants émis par le secteur du transport ;

- la participation active au groupe de travail transversal sur la thématique du transport, rassemblant les différentes administrations régionales intéressées ou impliquées dans ladite matière ;
- l'appui dans le cadre des études menées par la DGO2 (SPW-Direction générale opérationnelle mobilité et voies navigables) et notamment celle en lien avec la définition d'un Plan Régional de Mobilité Durable (PMRD) pour la Wallonie ;
- la participation à l'accompagnement des « Bilans énergétiques de Wallonie » commandités par la DGO4 (SPW-Direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement et patrimoine) ;
- la participation aux travaux menés dans le cadre de la CPDT.

Afin d'enrichir les informations relatives aux déplacements des personnes, l'IWEPS collabore aux premières réflexions visant à réaliser en 2015 une nouvelle enquête de mobilité, à l'instar de l'enquête sur la mobilité des ménages belges BELDAM de 2010. L'IWEPS a participé à cette dernière en tant que partenaire financier et scientifique, enquête BELDAM menée par le Service public de programmation de la Politique scientifique fédérale, en collaboration avec le SPF Mobilité et Transports, la Région de Bruxelles-capitale et la STIB, la SNCB-Mobility, la Province de Luxembourg et les TEC Namur Luxembourg, ainsi que le consortium universitaire désigné.

Les travaux de l'OWM se réalisent en étroite relation avec les projets menés au sein de l'IWEPS en matière de développement territorial (ODT), de démographie voire d'autres thématiques comme la synergie développée dans le cadre de l'Enquête « Baromètre social », par exemple, menant à une analyse pertinente et différente des aspects de mobilité et de la vulnérabilité éventuelle des individus découlant de celle-ci.

Les ressources de l'OWM ont également été utilisées dans le cadre de l'évaluation du Plan Marshall, au niveau des investissements réalisés dans les zones portuaires, ou encore pour la mise à jour de certaines dimensions (impacts du transport, bruit et pollution, accessibilité...) de l'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF)...

Dans le cadre du suivi des indicateurs de mobilité et en lien avec la déclaration de politique régionale, une attention particulière sur l'étude des déplacements quotidiens à vélo s'est poursuivie en 2013, dans le prolongement de la collaboration passée avec les services régionaux compétents chargés des projets « Wallonie cyclable », « Communes cyclables » ainsi que dans le cadre des réflexions de la « Commission régionale vélo ». La participation de l'IWEPS a pour rôle de fournir un appui méthodologique, un soutien en matière de suivi et d'évaluation des actions menées dans les différents projets cyclables communaux et dans le Plan Wallonie Cyclable, en accord avec les acteurs concernés.

3.10. EVALUATION

Au cours de l'année 2013, les activités en matière d'évaluation ont porté sur les domaines d'expertise suivants : évaluation de la politique régionale, en particulier le Plan Marshall 2.Vert (voir Partie 2), développement du soutien méthodologique à l'évaluation et évaluation de la formation professionnelle continue.

3.10.1. Evaluation de la formation professionnelle continue

Invité par le Conseil National d'Evaluations de la Formation Professionnelle (CNEFP-France) à participer au colloque international qu'il organisait sur le thème de « *l'évaluation des politiques de formation professionnelle en France et*

en Europe », l'IWEPS a réalisé une étude sur les évaluations des dispositifs de formation professionnelle réalisées en Belgique au cours des dix à quinze dernières années. A cette occasion, l'IWEPS a établi une collaboration avec le Conseil central de l'économie, intéressé par cette problématique. Le travail de l'IWEPS a mis en évidence la diversité des évaluations réalisées à ce jour, ainsi que les perspectives qu'ouvraient de nouvelles sources de données.

3.10.2. Développement du soutien méthodologique à l'évaluation

En tant qu'institut scientifique, l'IWEPS s'est donné pour mission d'éditer un ouvrage méthodologique à destination

des publics intéressés de manière directe ou indirecte par la démarche évaluative : commanditaires d'évaluations, gestionnaires des politiques publiques, responsables d'associations, étudiants, etc. L'objectif poursuivi est de fournir des principes méthodologiques communs aux évaluations qui se réalisent en Wallonie de manière à capitaliser les résultats d'évaluations portant sur des champs similaires. Une collaboration s'est établie avec des spécialistes de l'évaluation des politiques publiques issus des universités francophones de Belgique, et plus particulièrement des académiques mobilisés dans le certificat interuniversitaire en évaluation des politiques publiques. Une première version des chapitres a été élaborée dans le courant du second semestre 2013. La publication est prévue en 2014.

3.11. STATISTIQUES, DONNÉES ET ENQUÊTES

3.11.1. Mise à jour des inventaires de données

Afin de répondre à ses missions, l'IWEPS est amené à héberger des données d'origine différente dont l'inventaire est un travail de fond permanent et essentiel.

Cet inventaire permet de recenser les données d'enquêtes que l'IWEPS produit seul ou en collaboration avec d'autres partenaires, les statistiques originales développées en interne et les bases de données en provenance d'instances fédérales et régionales.

Il facilite la visibilité des ressources statistiques que se procure l'IWEPS (et en particulier les bases de données locales, qu'elles proviennent de sources fédérales ou des administrations et OIP wallons – projet centralisation en cours détaillé précédemment au point 3.3.3). Les collaborations avec les partenaires institutionnels sont de même clairement identifiées en vue d'un échange de données et de méta-informations.

L'inventaire des statistiques brutes entrantes à l'IWEPS est jusqu'à présent disponible uniquement en interne. Il est actualisé tous les deux mois selon les nouvelles commandes et l'avancement des anciennes.

3.11.2. Documentation des données

La constitution de métadonnées de qualité constitue un point central du dispositif statistique. De manière synthétique, il s'agit de disposer d'informations précises et univoques sur l'ensemble des données à caractère statistique et, en particulier, sur leurs définitions et sur un certain nombre d'attributs. L'objectif de cette documentation est de rendre possible une utilisation adéquate des données disponibles d'un point de vue statistique.

Les critères documentés doivent être compatibles avec les standards utilisés au niveau fédéral et européen. C'est à cette fin qu'un groupe de travail conjoint DGSIE-IWEPS sur les métadonnées statistiques a été mis en place en juin 2011, et élargi à la FWB en septembre 2011.

La DGSIE propose de mettre à disposition des organismes statistiques régionaux et communautaires son outil de gestion et publication de métadonnées ; son « portail des métadonnées » est basé sur les standards européens ESMS et SDMX que l'IWEPS souhaite adopter.

Progressivement, les métadonnées rassemblées par l'IWEPS pourront être hébergées dans l'outil proposé par la DGSIE et diffusées à la fois sur le portail fédéral et sur le site internet de l'IWEPS. La connaissance des sources de données et de leurs caractéristiques s'améliorera aussi grâce à la mise en place à l'IWEPS d'un outil informatique intégré permettant l'utilisation, l'échange et la publication des données et de leur méta-information.

3.11.3. Développement d'un *datamart* pour les données individuelles

Le développement consiste, d'une part, dans le stockage des données individuelles acquises par l'IWEPS dans une base de données sécurisée (soumise à un contrôle strict d'accès) en vue de leur exploitation par différents types d'utilisateurs allant de l'utilisateur d'outils bureautiques classiques aux utilisateurs expérimentés de logiciels statistiques. Le projet consiste, d'autre part, en la mise à disposition du tout public d'une base de données de statistiques agrégées issues de ces bases de données individuelles. Ceci se fera à travers le projet « Centralisation statistique » détaillé précédemment au point 3.3.3.

Les bases de données structurées de la sorte sont actuellement :

- Statistiques sur les naissances et décès
- Enquêtes sur les forces de travail (EFT)

- Enquête SILC
- Enquêtes fonction publique wallonne
- Enquêtes Santé
- Enquête Capital social
- Enquête GGP
- Données du Registre national (RN) : population, état civil, mouvements
- Données d'enquête pour le Plan Langue
- Données de la BCSS pour la formation qualifiante
- Données Eco packs de la SWCS

L'acquisition des bases de données historiques du Registre national fait l'objet d'un projet de « *datamart* démographie » qui consiste également dans l'intégration des données issues du RN dans un *datamart* Oracle afin d'en faciliter l'accès et l'exploitation.

3.11.4. Réalisation de deux enquêtes ISSP

L'IWEPS et le Studiedienst van de Vlaamse Regering (SVR) participent depuis quelques années au Programme International d'Enquêtes Sociales ISSP (International Social Survey Program www.issp.org). Ces deux institutions régionales de statistiques ont réalisé à l'automne 2013, conjointement avec 47 autres pays, une enquête sur l'identité nationale et sur la famille et l'évolution des rôles hommes-femmes. En Belgique, pour la partie francophone du pays, c'est l'IWEPS qui est chargé de l'opération de collecte des données.

3.12. COLLABORATIONS TRANSFRONTALIÈRES

Les collaborations transfrontalières, développées depuis de nombreuses années, se sont poursuivies en 2013.

3.12.1. Collaborations dans le cadre de la « Grande Région »

La Grande Région est une entité dotée d'un niveau de pouvoir de décision interrégional (le Sommet) qui regroupe cinq Régions voisines de la Wallonie : La Lorraine, les deux Länder allemands de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, le Grand-Duché du Luxembourg et la Wallonie. L'IWEPS est actif dans trois groupes de travail de la Grande Région :

- **Collaboration statistique :**

Trois faits marquants concernent l'activité du Groupe de travail statistique de la Grande Région. Le Groupe de travail a mis au point un prototype de publication, type « 4 pages » qu'il envisage de publier à un rythme de deux ou trois par an. Certaines options devront être levées pour trouver une combinaison optimale entre rédaction, relecture et traduction. Le STATEC, Office statistique du Grand-Duché du Luxembourg, travaille à la réalisation d'un nouveau portail statistique, principalement basé sur le système de diffusion statistique « PC-Axis ». En attendant ce nouveau portail pour la fin 2014, le site actuel a été « réparé » de manière à rendre possible sa mise à jour. Enfin, le Groupe de travail a poursuivi des travaux récurrents de mise à jour des données et méta-données du portail.

- **Groupe de travail de conjoncturistes de la Grande Région :**

L'IWEPS a fourni des données conjoncturelles wallonnes pour la publication « Konjunktur Aktuell », coordonnée par l'Office statistique de Rhénanie-Palatinat et disponible sur le portail statistique de la Grande Région.

- **Observatoire international du Marché de l'emploi de la Grande Région (OIE) :**

L'IWEPS est le membre wallon du Comité de Pilotage de l'OIE, dont le rôle est d'évaluer les travaux des instituts spécialisés dans le domaine de l'emploi. Comme chaque année, ces travaux, coordonnés par l'Info-Institut de Sarrebruck, consistent en l'établissement d'un rapport sur l'état du marché de l'emploi dans la Grande Région. Des recherches sont également menées dans le domaine de l'utilisation des langues dans la Grande Région, ainsi que sur le secteur de la santé et des soins dans la Grande Région. Une représentante du Forem d'Arlon est venue renforcer l'équipe du réseau des Instituts spécialisés en matière d'emploi.

3.12.2. Collaboration avec la Direction régionale de l'INSEE Nord Pas-de-Calais

Cette collaboration porte sur une actualisation des « Atlas transfrontaliers » qui avaient été réalisés de 2005 à 2008. L'espace envisagé pour cet atlas est celui de l'ensemble de la Belgique par arrondissement administratif, ainsi que les zones françaises et luxembourgeoises contigües à la Belgique. Il a également été décidé de réaliser certains focus par commune sur trois « Groupements économiques de coopération transfrontalière » (GECT) actifs dans cet espace : l'Eurométropole lilloise, la zone côtière et le PED. Le programme s'étale sur trois ans, avec publication de trois atlas. 2013 a été consacrée à la rédaction et la publication en septembre du deuxième tome, portant sur les thématiques de l'emploi et de l'activité économique. Le travail du choix des indicateurs pour le troisième tome a débuté en 2013. Ce troisième tome portera sur la mobilité, l'environnement et le tourisme. L'IWEPS coordonne un réseau d'experts en la matière au sein de l'administration (Observatoire de la mobilité, DGO5 du SPW et Observatoire du tourisme wallon).

3.13. SYNERGIES STATISTIQUES FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Suite au décret du 26 novembre 2009, portant assentiment de l'accord de coopération conclu le 8 octobre 2009 entre la Région wallonne (devenue Wallonie) et la Communauté française (devenue Fédération Wallonie-Bruxelles) dans le cadre du renforcement des synergies dans les matières statistiques, l'IWEPS est chargé, en collaboration étroite avec les services du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (MFWB) et l'ETNIC, de produire des analyses, des études et des collectes de données dans les domaines relevant des compétences de la Fédération.

L'objectif est de contribuer au pilotage des politiques en articulant les systèmes d'information, en harmonisant les concepts, les indicateurs et en organisant des récoltes de données de manière transversale aux découpages des compétences et des territoires. La coopération vise ainsi à réaliser des économies d'échelle et à ouvrir des nouveaux chantiers.

Dans le cadre de ce décret, l'IWEPS mobilise l'équivalent de deux temps plein pour travailler dans les domaines relevant de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Plusieurs chercheurs de l'IWEPS contribuent à ce dispositif, soit de manière épisodique, soit de manière récurrente.

Le programme de travail comprend dix fiches projets qui ont été validées par le Comité de coordination des synergies (ETNIC, MFWB, IWEPS). Ce comité de coordination précise annuellement le programme de travail qui est ensuite intégré dans le programme de travail de l'IWEPS. Un groupe de travail Synergies Statistiques (GTSS), auquel l'IWEPS participe activement, se réunit régulièrement pour piloter les différents projets. L'IWEPS participe également aux réunions du Comité statistique, du Comité de la Recherche et de la Task Force statistique du MFWB. Un certain nombre de travaux ont déjà été réalisés et répertoriés dans les précédents rapports d'activité de l'IWEPS. Le présent rapport ne concerne que les réalisations de 2013 qui se rapportent aux dix fiches projets dont la liste complète est détaillée ci-dessous.

3.13.1. Données infrarégionales : disponibilités, besoins et réflexion méthodologique

Dans le cadre du projet « Données infrarégionales », des échanges de données infrarégionales avec l'observatoire de l'enseignement supérieur et le service du pilotage de l'enseignement du MFWB ont permis de produire des analyses cartographiques de parcours scolaires qui ont donné lieu à une communication aux Journées du Longitudinales 2013. Les travaux menés par ailleurs par l'IWEPS sur les bassins de vie Enseignement-Formation-Emploi et sur les flux et mobilité des élèves complètent les sets d'indicateurs par zone d'enseignement réalisés conjointement, à la demande de l'administration de la FWB.

3.13.2. Statistiques naissances-décès

Dans le cadre du projet « Naissances-décès », des analyses des données mortalité ont été réalisées par l'IWEPS à la demande de la FWB et avec la collaboration de la DG-Santé. Il s'agissait, d'une part, de calculer une série d'indicateurs sur les données de la DG-Santé. Ceux-ci ont fait l'objet d'une présentation sous forme de poster à la Journée annuelle de l'Association Belge de Santé publique. Il est également prévu de les présenter sur le site web de la DG-Santé. Il s'agissait, d'autre part, de comparer les statistiques calculées à partir des données de la DG-Santé avec celles obtenues sur la base des données harmonisées par la DGSIE (SPF Economie).

3.13.3. Cadastre de l'emploi non-marchand

Dans le cadre du projet « Cadastre non-marchand », les activités de l'IWEPS en 2013 ont principalement consisté à la participation du comité scientifique du cadastre non-marchand wallon et au suivi du projet « Cadastre non-marchand FWB » dont la fiche projet synergies est pilotée par la Direction de la Recherche. Le rôle de l'IWEPS était, entre autres, de faciliter l'articulation et la communication entre les deux projets, ce qui reste difficile à ce stade.

3.13.4. Tableaux de bord de la santé

Dans le cadre du projet « Tableau de bord de la santé », un cahier « vieillissement » a été initié en 2013 et paraîtra mi-2014. Cette publication est une initiative conjointe de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles dont la réalisation a été confiée au Panel Démographie familiale de l'ULg en association avec l'Observatoire liégeois Solidaris de la santé (Mutualité Solidaris). Le comité scientifique est composé des partenaires des synergies (FWB et IWEPS) mais aussi de l'OWS et de l'Observatoire de la santé et du social de Bruxelles. L'approche est à la fois qualitative et quantitative et la publication se présente sous forme de fiches autonomes qui traitent de thématiques telles que, par exemple, la prévention et les comportements favorables à la santé, la santé, la consommation en soins de santé, l'institutionnalisation, la pauvreté ou encore les inégalités sociales de santé pour une population de plus de 50 ans.

3.13.5. Statistiques sur l'éducation et la formation des adultes

Dans le cadre du projet « Statistiques sur l'éducation et la formation des adultes », l'IWEPS est notamment impliqué dans les travaux menés par le comité de pilotage de l'alphabétisation mis en place par les autorités régionales et communautaires. Des travaux préparatoires à la production de statistiques harmonisées sur l'éducation et la formation des adultes ont été menés en 2013 avec les administrations en charge de l'enseignement de promotion sociale et de la formation en alternance.

3.13.6. Parcours études, formations, emplois : cadastre des sortants de l'enseignement

Dans le cadre du projet « Parcours études, formations, emplois : cadastre des sortants de l'enseignement », l'IWEPS a participé étroitement à la négociation qui a abouti à un projet d'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un

cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs. Le projet de départ a été élargi à la Communauté germanophone et aux opérateurs publics de formation. Dans ce cadre, l'IWEPS sera chargé de produire des analyses utiles au pilotage de l'enseignement obligatoire et non obligatoire et de l'analyse des flux entre les dispositifs de formation professionnelle et l'évolution de l'insertion professionnelle. Pour préparer certaines dimensions méthodologiques de cette mission avec l'ensemble des partenaires impliqués, l'IWEPS a financé une analyse de l'insertion professionnelle des sortants de l'enseignement supérieur. Deux Working Papers de l'IWEPS rendant compte de ce travail sont en préparation.

3.13.7. Enquête « Information Vie quotidienne » (IVQ)

Dans le cadre du projet « Enquête IVQ », différentes démarches ont été faites en 2013 pour mener une enquête sur les compétences des adultes, comparable aux enquêtes menées en France. Les contraintes budgétaires n'ont pas permis de réaliser ce projet.

3.13.8. Parcours professionnels des enseignants du secondaire en début de carrière

Dans le cadre du projet « Parcours professionnel des enseignants du secondaire en début de carrière », l'IWEPS est intervenu au sein d'un groupe de travail avec l'ETNIC et le MFWB lors de la définition des objectifs du projet d'analyse des enseignants quittant l'enseignement. Ce projet qui est mené par le MFWB fera l'objet d'un marché public.

3.13.9. Comptabilité régionale : impact socio-économique du secteur culturel en Fédération Wallonie-Bruxelles

L'IWEPS participe aux réunions de travail de la fiche projet « Comptabilité régionale : impact socio-économique du secteur culturel en FWB », proposé par le service de l'Administrateur général de la culture et piloté par la Direction de la recherche. Dans le cadre de ce projet, en 2014,

l'IWEPS réalisera des analyses sur la base des données de bilans de la BNB, de la TVA et de l'ONSS/INASTI relatives aux opérateurs subventionnés par la Fédération. Dans ce but, une demande a été introduite à la DGSIE fin 2013 pour avoir accès aux données individuelles des opérateurs culturels subventionnés par la FWB.

3.13.10. Les chiffres-clés de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'IWEPS a participé à l'édition 2014 (à paraître) de « La Fédération Wallonie-Bruxelles en chiffres » qui couvre tous les domaines d'activité du Ministère : réalisation de nombreux indicateurs dans la partie 1 relative aux indicateurs généraux de cadrage, réalisation de mises en perspective de ces indicateurs généraux (sous forme d'encadrés) et relecture méthodologique de l'ensemble de la publication.

3.13.11. Autres activités

Par ailleurs, un séminaire méthodologique conjoint a été organisé en novembre 2013. L'objectif de celui-ci était de

rassembler, autour de la table, une série d'experts pour discuter d'un sujet transversal : les données locales et leur usage en rapport avec l'action politique et son évaluation. Quatre présentations ont été proposées. Chacune mettait l'accent sur certains aspects liés à la collecte, la sélection, la compilation ou l'interprétation des données locales (infra-régionales) en lien avec l'action politique. Pour en discuter, ont été invités des représentants des différentes administrations du MFWB et des équipes de l'IWEPS, de l'ETNIC mais aussi de l'ONE, de l'IBSA et du département statistique de la Communauté germanophone.

De plus, l'IWEPS, le MFWB et l'ETNIC participent à un projet de collaboration avec la DGSIE sur les métadonnées. L'IWEPS s'oriente vers l'utilisation du système de métadonnées de la DGSIE (voir 3.11.2.). La FWB s'oriente quant à elle vers la mise en place d'un registre de métadonnées propre à ses services. L'IWEPS a participé aux différentes réunions de réflexion portant sur la mise en place de ce registre dans un souci d'interopérabilité de ce futur système avec celui de la DGSIE.

3.14. PROSPECTIVE

Le processus de consolidation de la mission prospective de l'IWEPS s'est poursuivi en 2013. Ce processus s'est déployé sur trois axes.

3.14.1. Recherche

Lors de cette année, l'IWEPS a développé trois projets de recherche prospective de grande envergure, ceux-ci s'étalant sur les années 2013 et 2014.

Le premier aborde la question de la transition énergétique en Wallonie et a pour objet l'analyse, au niveau régional et dans une optique prospective des risques et des opportu-

nités engendrés, à l'horizon 2050, par cette transition, en particulier via l'examen des aspects liés à l'activité économique de la Wallonie ainsi que les perspectives en matière d'emploi et de formation.

Les objectifs de ce projet sont :

- d'évaluer prospectivement les impacts pour la Wallonie de la fin du pétrole bon marché tel que nous le connaissons actuellement ; dans cette évaluation, une attention particulière sera portée sur les différentes composantes de l'économie wallonne, marchande et non-marchande, l'organisation du travail et l'articulation vie privée / vie professionnelle ; cette évaluation devra

mettre en évidence non seulement les risques possibles encourus par la Wallonie à ces différents niveaux mais également les opportunités qui peuvent y être saisies et exploitées ;

- de proposer des pistes pour une nouvelle organisation des activités humaines, notamment sur le plan de l'acheminement, de la production et de la consommation de biens et de services. Sur ce second point, seront également examinées les différentes initiatives à promouvoir pour favoriser la transition énergétique, minimiser les risques et maximiser les opportunités dont elle est porteuse pour la Wallonie.

Ce projet associe le SPW, plus particulièrement la DGO4 et la DGO6, dont des représentants participent au comité d'accompagnement et au comité technique du projet. Sa réalisation a fait l'objet d'un marché public. C'est à un consortium pluridisciplinaire composé de Climact (coordinateur), l'ICEDD, le département CORE de l'UCL, l'IDD et le département LENTIC de l'ULg que la réalisation de ce marché a été confiée. Débuté en octobre 2012, ce projet sera clôturé en octobre 2014.

Intitulé « Enjeux et gestion du vieillissement en Wallonie », le deuxième projet a pour objet l'analyse, au niveau régional et dans une optique prospective :

- des modalités de « gestion » sociale et politique du vieillissement de la population wallonne, notamment suivant l'axe public-privé ;
- des conséquences de ce vieillissement en matière de santé et de finances publiques ;
- de l'évolution des secteurs de la santé, d'une part, et de l'accueil et de l'accompagnement des personnes âgées d'autre part, et ce aux horizons 2025 et 2045.

Une attention particulière est portée sur l'articulation entre les modalités d'accueil et d'accompagnement, d'une part, et le lien social entre les générations, d'autre part. Dans ce cadre, l'attention est également dirigée sur des dispositifs moins répandus et certaines expériences pilotes, potentiellement porteuses de nouveaux modèles de gestion du vieillissement.

Ce projet associe le SPW, plus particulièrement la DGO5 et l'Observatoire wallon de la santé, des représentants participent au comité d'accompagnement et au comité technique du projet. Tout comme le premier projet, sa réalisation a fait l'objet d'un marché public. C'est une équipe pluridisciplinaire de l'UCL, associant des démographes, des économistes et des sociologues, qui s'est vue confier la réalisation de ce marché. Débuté en octobre 2013, ce projet sera clôturé en octobre 2015.

Le troisième projet est réalisé au sein de l'IWEPS et porte sur l'analyse prospective de la politique scientifique dans le champ de la transition démographique en Wallonie et dans la fédération Wallonie-Bruxelles.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Plan Marshall2.Vert qui prévoit la mise en place d'actions de soutien à l'établissement d'une stratégie de développement et d'investissement dans la recherche. La DPR identifie plusieurs domaines prioritaires pour la politique de la recherche, dont le vieillissement, l'allongement de la vie, la transition démographique au sens large. Dans ce contexte, le cabinet du Ministre Nollet a demandé à l'IWEPS de développer une réflexion prospective afin d'anticiper les enjeux de demain et de mieux répondre aux défis sociétaux notamment en ce qui concerne la problématique de la transition démographique. Ce travail prospectif doit intégrer une valorisation des actions de recherche existantes et inclure une identification à long terme du potentiel et de la position stratégique de la Wallonie en matière de recherche répondant aux défis de la transition démographique. Ce travail prospectif s'articule étroitement avec le projet précédent. Trois volets doivent être couverts par ce projet :

• Inventaire

Il s'agit de recenser de manière structurée et documentée les actions de recherche déjà réalisées ou en cours de réalisation sur la problématique de la transition démographique, du vieillissement et du bien vieillir, financées aux niveaux régional, fédéral et européen. Cet inventaire intègre le niveau européen par la prise en compte des dispositifs de recherche internationaux auxquels participent des opérateurs francophones belges.

• Prospective

Ce volet vise à identifier à long terme les forces et les faiblesses ainsi que le potentiel et les lacunes de la Wallonie dans le domaine de la recherche répondant aux défis dus à la transition démographique. Ce volet s'appuie notamment sur un benchmarking analysant la situation dans les régions proches, en comparaison avec la situation de la Wallonie.

• Analyse stratégique

Sur la base des enseignements issus des deux premiers volets, il s'agit d'identifier des pistes d'action pour les 20 à 30 ans à venir. Ce volet doit proposer des recommandations de mise en œuvre à court terme permettant à la Wallonie d'atteindre la situation optimale identifiée par le deuxième volet de la recherche depuis la situation existante, telle que décrite dans le premier volet.

Ce projet a débuté en septembre 2013 et se terminera 18 mois plus tard.

3.14.2. Soutien méthodologique à la démarche prospective

Le processus de consolidation de la mission prospective de l'IWEPS s'est également concrétisé par l'implication de l'Institut dans un travail de support méthodologique en matière de prospective dans plusieurs projets :

- accompagnement du projet « Prospective recherche verte » lancé par le Cabinet du Ministre Nollet ;
- accompagnement du projet « Prospective sectorielle et chaînes de valeurs » lancé par le Cabinet du Ministre Marcourt et piloté par la DGO6 ;
- accompagnement du projet « Territoire et énergie 2050 - CPDT » piloté par la DGO4 ;
- développement d'un partenariat avec le Département de l'Énergie et du Bâtiment durable de la DGO4 en matière de prospective.

La mission de soutien méthodologique s'est également déployée suivant trois autres axes :

- réalisation d'un ouvrage de méthodologie prospective « CONSTRUIRE LES FUTURS, Contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective », regroupant les contributions de huit experts internationaux en prospective et dont la publication est prévue aux Presses universitaires de Namur ;
- constitution d'un groupe de travail interuniversitaire et pluridisciplinaire en partenariat avec la SWEP en vue de l'élaboration et la mise en place d'un certificat interuniversitaire en prospective qui débutera en septembre 2014 ;
- participation à différents travaux de fin d'études universitaires, dont une thèse de doctorat, en lien étroit avec la prospective.

3.14.3. Exploration

Enfin, le travail prospectif de l'IWEPS a débouché sur des travaux exploratoires et préparatoires en vue de la mise en œuvre de plusieurs projets originaux en 2014. Les thématiques abordées sont les suivantes :

- la transmission d'entreprises et le vieillissement de la population des chefs d'entreprises en Wallonie ;
- Wallonie 2030 : vers une société duale ou un modèle plus solidaire ?
- les ressources humaines et leur gestion dans la fonction publique en Wallonie : enjeux prospectifs.



Chapitre 4

PUBLICATIONS,
COLLOQUES ET
GROUPE DE TRAVAIL

4.1. PUBLICATIONS DE L'IWEPS

Toutes les publications sont téléchargeables sur le site de l'Institut ; certaines sont imprimées à divers tirages.

4.1.1. Working Papers

Les Working Papers ne sont disponibles qu'en ligne.

- Working paper de l'IWEPS n° 9 : Les comptes de l'emploi wallon - Partie 1 : Typologie des communes wallonnes, situation 2010, L. Vanden Dooren, janvier 2013
- Working paper de l'IWEPS n° 10 : Un système intégré de huit indicateurs synthétiques complémentaires au PIB – Propositions de l'IWEPS pour mesurer le progrès sociétal dans un cadre de développement durable, sous la coordination d'I. Reginster et Ch. Ruyters, janvier 2013
- Working paper de l'IWEPS n°11 : Perspectives communales de population à l'horizon 2026 et aménagement du territoire : Exercice d'estimation de consommations résidentielles d'espace en Wallonie suivant trois scénarios, J. Charlier, M. Debuissou, I. Reginster, mars 2013
- Working paper de l'IWEPS n°12 : Le Baromètre social de la Wallonie : présentation d'une démarche originale pour un autre regard sur la Wallonie, Th. Bornand, R. Cardelli, mars 2013
- Working paper de l'IWEPS n°13 : Les comptes de l'emploi wallon - Méthodologies d'estimation, V. Vander Stricht, L. Vanden Dooren, avril 2013
- Working paper de l'IWEPS n°14 : Préjugés et fausses idées sur l'immigration et les immigrés, vecteurs de discrimination en matière d'accès à l'emploi, A. Marfouk, juin 2013
- Working paper de l'IWEPS n°16 : Regards sur la pauvreté et les inégalités en Wallonie, A.-C. Guio, C. Mahy, octobre 2013

4.1.2. Note mensuelle de conjoncture wallonne

Cette brochure électronique qui présente en huit pages les principaux indicateurs conjoncturels commentés a été publiée chaque mois.

4.1.3. Séries statistiques du marché de l'emploi en Wallonie

Cette brochure reprend les statistiques mensuelles du chômage, établies à partir des données de la STAT92 du FOREM et les données annuelles du marché du travail, calculées sur la base des données de l'ICN, de l'ONSS, de l'INASTI et de l'Enquête sur les forces de travail, ainsi que les chiffres des bénéficiaires du revenu d'intégration.

Cette publication de 32 pages a été mensuellement remise à jour et mise à disposition sur le site internet.

4.1.4. Chiffres clés de la Wallonie

Dans ce treizième numéro, qui met la Wallonie en perspective sous l'angle « local », les thématiques suivantes sont analysées : la démographie et la santé, le territoire, la mobilité, l'énergie, le climat et l'environnement, la macro-économie, les revenus et les conditions de vie, l'éducation et la formation, le marché du travail et enfin l'emploi public.

Ainsi, cette nouvelle édition mise à jour, avec environ 300 indicateurs, fournit un outil d'analyse et de mise en perspective multi-niveaux en partant du plus petit dénominateur commun, et offre aux décideurs un ancrage local fort aux phénomènes observés.

Ce treizième numéro est paru en décembre 2013 avec un tirage de 3 500 exemplaires.

4.1.5. Tendances économiques – Analyses et prévisions conjoncturelles

L'analyse conjoncturelle publiée deux fois par an couvre l'ensemble des pays et des secteurs de l'économie mondiale qui, par effets imbriqués, influencent la conjoncture belge et wallonne.

En mars et octobre 2013, l'IWEPS a publié deux numéros (44 et 45) de Tendances économiques, à raison de 2 000 exemplaires.

4.1.6. Rapports de recherche

- Rapport de recherche n°1: Etude sur la discrimination en Belgique et en Wallonie : analyse des positions sur le marché du travail selon le genre et la nationalité, N. Ouali, P. Cennicola, janvier 2013
- Rapport de recherche n°2: Evaluation du Plan Marshall 2.Vert - Evaluation thématique n°2 : programmes mobilisateurs, M. Lefèvre, V. Louis, F. Vanderkelen, juin 2013
- Rapport de recherche n°3: Evaluation du Plan Marshall 2.Vert - Evaluation thématique n°8 : Plan Langues, M. Mosty , F. Vanderkelen, juin 2013
- Rapport de recherche n°4: Evaluation du Plan Marshall 2.Vert - Evaluation thématique n°5: Terrains mis à disposition du développement économique, J. Juprelle, M. Lefèvre, R. Paque, I. Reginster, F. Vanderkelen, novembre 2013
- Rapport de recherche n°5: Evaluation du Plan Marshall 2.Vert - Evaluation thématique n°12: Aides à la promotion de l'emploi dans le secteur de l'enfance, B. Conter, C. Dujardin, M. Fonder, novembre 2013
- Rapport de recherche n°6: Evaluation du Plan Marshall 2.Vert - Evaluation thématique n°10: Identité wallonne, M. Mosty, décembre 2013

4.1.7. Actes de colloque

- Loriaux M., Lambert A., Debuisson M., Lambrecht M., Boulanger P.-M., Charlier J., Reginster I., Gontier C., « Les perspectives de population wallonne après le

rapport Sauvy», in *Actes de colloque de l'IWEPS*, « 50 ans après le Rapport Sauvy. La population wallonne entre enjeux du passé et défis du futur. Liège, 23 octobre 2012, Namur, novembre 2013

4.1.8. Dynamiques régionales

En 2013, l'IWEPS a lancé un projet de nouvelle revue : *Dynamiques régionales*. Avec cette revue, l'Institut poursuit l'ambition de donner davantage de visibilité aux travaux scientifiques susceptibles de contribuer au débat public et à la conduite de la politique régionale. La particularité de cette revue est d'être interdisciplinaire, c'est-à-dire d'approcher sous divers angles de vue des problématiques de portée régionale. A cet effet, *Dynamiques régionales* ouvre ses pages à des contributions de diverses natures réalisées tant en dehors qu'au sein de l'IWEPS, en veillant à les rendre accessibles à un public non spécialisé.

Dynamiques régionales est une publication électronique. Tous les numéros de *Dynamiques régionales* sont accessibles gratuitement sur le site internet au format pdf. La périodicité est semestrielle.

L'année 2013 a été consacrée à l'appel à contribution, à la collecte des articles et à la préparation du premier numéro ; celui-ci est à paraître en 2014.

4.2. PUBLICATIONS DE L'IWEPS EN COLLABORATION AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

- ATLAS TRANSFRONTALIER Deuxième série Edition 2013 Tome 2 : Emploi - Activité économique, INSEE.
- Brunet S., « Conclusions » in Claisse F., Laviolette C., Reuchamp M., Ruyters Ch. (ss dir. de), *La participation en action*, Editions P.I.E. Peter Lang, Collection Méthodes participatives appliquées (MPA). Vol.4, 2013.
- Claisse F., Laviolette C., Reuchamp M., Ruyters Ch. (ss dir. de), *La participation en action*, Editions P.I.E. Peter Lang, Collection Méthodes participatives appliquées (MPA). Vol.4, 2013.
- Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation de Liège, *La formation en région liégeoise dans son contexte socio-économique : analyse et mise en perspective*. Cartographie de l'offre de formation et d'insertion sur le territoire du CSEF, 2013.
- IWEPS, BFP, IBSA, SVR, *Perspectives économiques régionales 2013-2018*, Hermreg, juin 2013.
- Laviolette C., « Recherches et production de connaissance : vers une participation des acteur.es-sujets » in Claisse F., Laviolette C., Reuchamp M., Ruyters Ch. (ss dir. de), *La participation en action*, Editions P.I.E. Peter Lang, Collection Méthodes participatives appliquées (MPA). Vol.4, 2013.
- Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, *La Fédération Wallonie-Bruxelles en chiffres*, Edition 2013.
- Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, *l'Etat des lieux de l'alphabétisation 2012 (données 2010-2011)*, 2013.
- Ruyters C., Laffut M., « Kidisti : un outil d'appréhension de la parole citoyenne » in Claisse F., Laviolette C., Reuchamp M., Ruyters Ch. (ss dir. de), *La participation en action*, Editions P.I.E. Peter Lang, Collection Méthodes participatives appliquées (MPA). Vol.4, 2013.

4.3. AUTRES PUBLICATIONS

Il s'agit ici de publications qui ont été rédigées ou co-rédigées par des membres de l'IWEPS ou qui ont été produites dans le cadre de conventions.

- Berthet T., Conter B., Pardi T., Smith A., « Employment policy : desperately seeking a Flexibility-Security Equilibrium » in Smith A. (dir), *Governing enterprises in Europe*, To be published, 2013.
- Capron M., Conter B., Faniel J., « Belgique. La concertation sociale interprofessionnelle grippée », *Chronique internationale de l'IRES* n° 141, juillet, pp. 3-11.
- Conter B., « Les usages de la stratégie européenne pour l'emploi en Belgique : une analyse de la trajectoire d'une politique publique », dans Berthet et al. (eds), *A l'épreuve du temps, données longitudinales et analyse de l'action publique*, Relief n°42, Cereq, pp. 249-257, 2013.
- Debuissou M., « Les régimes démographiques dans la province de Namur au cours de la première moitié du 19e siècle (1815-1856) », in *Espace. Populations. Sociétés*, 2014/1, Lille (à paraître en 2014).
- Eggerickx Th., Debuissou M., Sanderson J.-P., « La mortalité des jeunes enfants de moins d'un an en

Belgique, de 1840 à 1939. Une approche spatiale » in *Annales de démographie historique*, Paris, n°1, 2012, p. 25 à 61.

- Guyot J.L., Introduction - Temps de crises ou crise du temps ? in *Construire les futurs - Contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective*, Presses universitaires de Namur (A paraître en 2014).
- Guyot J.L., Rieppi S., La prospective en Wallonie : une lecture plurielle, in Guyot J.L. (Ed.) *Construire les futurs - Contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective*, Presses universitaires de Namur (A paraître en 2014).
- Guyot J.L., Petit Jean M., Un espace de pertinence de la prospective pour l'action publique : le développement durable, in Guyot J.L. (Ed.) *Construire les futurs - Contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective*, Presses universitaires de Namur (A paraître en 2014).
- Guyot J.L. (Ed.) *Construire les futurs - Contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective*, Presses universitaires de Namur (A paraître en 2014).
- Ghaye, B., Talbot, B. Reginster, I ; Jauniaux, N. Mainguet C. « Pertinence des données longitudinales pour la mesure de l'abandon scolaire précoce, critère de référence de la stratégie UE 2020 » in Berthet Th.,

Boudesseul G., Couppié T., Gayraud L., Giret JF. et alii (éditeurs) *A l'épreuve du temps : données longitudinales et analyse de l'action publique*. Relief n° 42 , 2013, 286 p.

- Laviolette C., « Se construire au sein d'un collectif ; neuf mères de l'ombre se racontent », in Laviolette C. (coord.), *Récits de vie. Construction de sens et de liens, Les Politiques Sociales*, Bruxelles, 1&2, 2013.
- Marfouk A., Capuano S., « African Brain Drain and Its Impact on Source Countries: What Do We Know and What Do We Need to Know? », *Journal of Comparative Policy Analysis: Research and Practice*, Volume 15, No. 4, 2013.
- Reginster I, Ruyters C., Vers un système intégré d'indicateurs complémentaires au PIB pour mesurer le progrès social en Wallonie, interview par la Revue Wallonie du CESW, n°115-116, avril 2013.
- Van Haeperen B., Métiers en pénurie et adéquation formation-emploi. Regard sur la situation en Wallonie, CIFOP, en cours de publication.
- Van Haeperen B., Des théories économiques aux politiques d'emploi, Cahiers du CIRTES (en cours).
- Vandenhooft A., Tancredi A., Cuignet D., *12 years follow-up mortality in Wallonia based on French Community database*. Poster à la Journée de l'Association belge de santé publique du 1^{er} mars 2013.

4.4. ACTIVITÉS ÉDITORIALES (COMITÉS SCIENTIFIQUES DE REVUES, DIRECTION DE COLLECTIONS SCIENTIFIQUES, CONSEIL ÉDITORIAL...)

- Cahiers Economiques de Bruxelles,
- Cahiers de la formation économique et sociale,
- Collection *Méthodes participatives appliquées – Applied Participative Methods* des éditions Peter Lang Publications, Bruxelles,
- Collection *Non-Proliferation* des éditions Peter Lang Publications, Bruxelles,
- Dynamiques des populations locales,
- Economic Modelling,
- Economie et Prévision,
- L'Expansion Entrepreneuriat,
- International Migration Review,
- International Journal of Microsimulation,
- Journal of Development Economics,
- Journal of Economic Cooperation and Development,
- Journal of International Development,
- Journal of International Migration and Integration,
- Journal of International Trade and Economic Development,
- Journal of Macroeconomics,
- Journal of Pension Economics and Finance,
- Journal of Population Economics,
- Population,
- Reflets et perspectives de la vie économique,
- Revue Administration Publique,
- Revue Fédéralisme et Régionalisme de l'Université de Liège,
- Revue Internationale de Géomatique- International Journal of Geomatics and Spatial Analysis,
- Southern Economic Journal,
- The World Economy,
- World Development.

4.5. RAPPORTS DE RECHERCHE ET NOTES DE TRAVAIL

- Capron M., Conter B., Faniel J., « Cross-industry social consultation is grinding to a halt » in Lerais F., Pernot J-M, Rehfeldt U., Vincent C., *Social democracy under the strain of crisis An essay of international comparison*, IRES Report n° 04/2013, IRES, Paris, mimeo.
- Charlier J., Participation à la réalisation du rapport « Adelaide Metropolitan Regional Road Map 2013-16 », document d'orientation pour le développement de la métropole d'Adelaïde. <http://www.rdametroadelaide.com.au/node/32>.
- Charlier J., Participation à la réalisation du rapport de recherche « Structural Adjustment Programs in Australia: Community Impacts and the Evaluation of Outcomes » CHURP-University of Adelaide.
- Charlier J., Participation à un projet de publication « Urban regeneration in Australia's Cities: Potentials,

Policy Instruments and Processes » (à suivre...).

- CHURP (Charmaine Thredgold, Kristine Peters, Julien Charlier and Emma Baker), « Informing Future Development in Kilburn and Blair Athol », report for Renewal SA, September 2013.
- Charlier J., Powerpoint décrivant la méthodologie de délimitation des périmètres U, à l'attention des cabinets ministériels du GW, décembre 2013.
- Charlier J., Notes méthodologiques sur la délimitation des périmètres U, à l'attention du cabinet du Ministre de l'Aménagement du Territoire (septembre à décembre 2013).

- Charlier J., Note à l'attention du cabinet du Ministre Henry sur la question « Pourquoi favoriser la localisation de logements (et autres activités) au sein des périmètres U ? » (13 novembre 2013).
- Guyot J.L., Ramaekers E., Etude prospective sur la fonction publique en Wallonie – Exercice exploratoire, décembre, 25 pages.
- Verschueren F., « Le projet PREVIEW : rapport de la phase I », rapport présenté à l'occasion du 3e Comité d'accompagnement scientifique du projet, Université de Lille 3, 24 avril 2013 (25 pages).

4.6. ORGANISATION DE CONFÉRENCES, COLLOQUES ET SÉMINAIRES PAR L'IWEPS

- Bornand T., Cardelli R., Organisation de la Cinquième conférence scientifique de l'IWEPS: « Le Baromètre social de la Wallonie. Une démarche originale pour un autre regard sur la Wallonie... », Namur, 12 décembre 2013.
- Cardelli R., Marfouk A., Organisation du colloque « Discrimination liée à l'origine ethnique en matière d'emploi », Namur, 26 juin 2013.
- Deprez A., Séminaire « Les données 2012 produites par les partenaires des Relais sociaux, : résultats préliminaires et enseignements de la première collecte harmonisée au niveau wallon », organisation, préparation et présentation des données, co-organisé avec les Relais sociaux et la DGO5, Bouge, 17 septembre, en collaboration avec B. Conter, A. Vandenhooff, C. Manguet, C. Ruyters, C. Simon.
- Ruyters C., Séminaire sur les données locales – Synergies statistiques IWEPS-FWB, présentation de l'Indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF), organisé conjointement par l'IWEPS et la FWB, Bruxelles, le 21 novembre 2013.

En 2012, a été initiée une nouvelle formule de présentation d'avancement de recherches baptisée « les Midis de l'IWEPS ». Les objectifs de ces séminaires sont de faire connaître les travaux de chacun au sein de l'IWEPS, stimuler la discussion scientifique en interne dans une perspective ouverte et multidisciplinaire, permettre aux chargés de recherche de solliciter les conseils des collègues en leur soumettant un travail en cours ou un projet de publication et d'améliorer la qualité des productions internes. Ont ainsi été présentés les sujets suivants en 2013 :

- Charlier J., Reginster I., Localisation de l'habitat en Wallonie : quel présent et quel avenir ?, 7 mars 2013
- Vander Stricht V., Vanden Dooren L., Exploitation des comptes de l'emploi, 28 mars 2013
- Conter B., Fonder M., Dispositifs APE, 2 mai 2013
- Cardelli R., Bornand T., BSW, 7 novembre 2013
- Vander Stricht V., Debuissin M., Caruso F., Prévisions à court terme du PIB et de l'emploi : méthode utilisée à l'IWEPS, 5 décembre 2013

4.7. CONTRIBUTION À DES CONFÉRENCES, COLLOQUES ET SÉMINAIRES ET ACTIVITÉS DE VULGARISATION

Seules les participations à des conférences en tant qu'organisateur, présentateur d'une contribution ou discutant sont reprises. Sont aussi reprises ici les activités de formation et de vulgarisation.

- Bornand T., Cardelli R., « Attitudes des Wallons vis-à-vis des immigrés et de l'immigration : Analyse des données du Baromètre social de la Wallonie 2012-2013 », colloque « Discrimination liée à l'origine ethnique en matière d'accès à l'emploi », co-organisé par DGO5-IWEPS, Namur, 26 juin 2013
- Bornand T., Reginster I.; Charlier J., Juprelle J., Cardelli R., « Les formes de mobilité des usagers wallons au regard de leur inscription sociale et spatiale », Cinquième conférence scientifique de l'IWEPS: « Le Baromètre social de la Wallonie. Une démarche originale pour un autre regard sur la Wallonie... », Namur, 12 décembre 2013
- Cardelli R., « Réseaux sociaux et engagements citoyens. Y-a-t-il un lien ? », Cinquième conférence scientifique de l'IWEPS: « Le Baromètre social de la Wallonie. Une démarche originale pour un autre regard sur la Wallonie... », Namur, 12 décembre 2013
- Caruso F., Van Haepere B., Vander Stricht V., Bureau de la FGTB – La Wallonie en chiffres- Un (rapide) tour d'horizon sur l'économie et l'emploi, Beez, 24 octobre
- Caruso F., Vander Stricht V., AWEX - Données socio-économiques wallonnes - Statistiques pour la comparaison internationale, 2 décembre
- Conter B., Colloque international des associations de sciences politiques, organisation avec T. Berthet de l'atelier « Européanisation et inertie des politiques sociales », Luxembourg, avril 2013
- Conter B., Cinquième conférence scientifique de l'IWEPS: « Le Baromètre social de la Wallonie. Une démarche originale pour un autre regard sur la Wallonie... », présidence de session, Namur, 12 décembre 2013
- Conter B., Présentation de l'ouvrage « La stratégie européenne pour l'emploi : de l'enthousiasme à l'effacement » au séminaire GIRSEF-FOPES (UCL), 7 mai 2013
- Conter B., Faniel J., « La négociation interprofessionnelle en Belgique : vers une autonomie sous contrainte des interlocuteurs sociaux ? », communication au V^e Congrès de l'Association française de sociologie, « Les dominations » RT 18 Relations professionnelles Nantes, 2-5 septembre 2013
- Conter B., « Les usages de la stratégie européenne pour l'emploi en Belgique : une analyse de la trajectoire d'une politique publique », intervention aux XX^e journées d'études sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail *A l'épreuve du temps : données longitudinales et analyse de l'action publique*, Bordeaux, 25-26 juin 2013
- Conter B., « La stratégie européenne pour l'emploi : de l'enthousiasme à l'effacement », exposé aux Midis de l'information de l'Agence Fonds social européen, Bruxelles, 29 janvier
- Conter B., intervention dans le cadre du cours Etudes européennes de Ph. Pochet (UCL) sur la stratégie européenne pour l'emploi, mars.
- Conter B., intervention dans le cadre du cours Politiques européennes, Prof J. de Beys sur la stratégie européenne pour l'emploi, Université Saint Louis, 29 mars.
- Conter B., intervention dans le cadre du cours de politique sociale de Corinne Gobin, sur la flexicurité et ses effets en Belgique, ULB, 16 avril.
- Conter B., intervention dans le cadre du séminaire Transitions professionnelles de M. Lebrun, sur la flexicurité et ses effets en Belgique, ULB, 9 octobre.
- Conter B., Politiques de l'emploi et contraintes européennes, formation à destination des travailleurs de l'insertion professionnelle, Collectif formation société, octobre.

- Conter B., Participation au débat « L'Europe sociale face à la crise. Quels enjeux en matière d'emploi ? » avec D. Stokking- PLS, I. Durant- parl. Euro., B. Conter- IWEPS, J. Lapeyre CES, Fondation pour la solidarité et Mouvement européen-Belgique, 14 mai.
- Conter B., « Quelles réponses européennes au chômage ? », intervention lors de la journée d'étude de la FEBISP « On te contraint, tu t'émancipes », Bruxelles, 17 octobre 2013.
- Conter B., « La réduction du temps de travail : histoire et actualité d'un référentiel politique », conférence-débat au Garcia Loca, Bruxelles, le 12 novembre.
- Debuissou M., Organisation d'une Journée scientifique le 3 mai sur « La longévité de l'espèce humaine » au Centre de Recherche en Démographie et Société de l'UCL à Louvain-la-Neuve, sous l'égide de la Société démographique francophone de Belgique (SDFB).
- Debuissou M., Organisation du « Prix Verhulst 2013 » sous l'égide de la Société démographique francophone de Belgique (SDFB) et de la Vereniging voor Demografie (VVD), prix récompensant le meilleur mémoire belge dans le domaine de l'étude scientifique des populations.
- Debuissou M., Participation aux Perspectives de population du Bureau fédéral du Plan, les 29 mars et 3 octobre, en tant qu'expert.
- Ghaye, B., Talbot, B. Reginster, I ; Jauniaux, N. Mainguet C. « Pertinence des données longitudinales pour la mesure de l'abandon scolaire précoce, critère de référence de la stratégie UE 2020 » intervention aux XX^e journées d'études sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail *A l'épreuve du temps : données longitudinales et analyse de l'action publique*, Bordeaux, 25-26 juin 2013.
- Laviolette C., Colloque « Ensemble pour le bien-être de tous. Evaluations et perspectives du Plan de cohésion sociale en Wallonie », organisé par la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Service public de Wallonie, le 14 mars 2013
- Marfouk A., « Opinion publique wallonne et immigration: le mythe de l'invasion », Cinquième Conférence scientifique de l'IWEPS: Le Baromètre social de la Wallonie. Une démarche originale pour un autre regard sur la Wallonie..., Namur, 12 décembre 2013.
- Marfouk A., « Préjugés et fausses idées sur l'immigration et les immigrés, vecteurs de discrimination en matière d'accès à l'emploi », Journée d'étude DG05-IWEPS : Discrimination liée à l'origine ethnique en matière d'accès à l'emploi, 26 juin 2013.
- Reginster I., Ruyters C., « Un système intégré de huit indicateurs synthétiques complémentaires au PIB. Propositions de l'IWEPS pour mesurer le progrès sociétal dans un cadre de développement durable », Présentation au Conseil Economique et Social de Wallonie, Liège, 28 janvier 2013.
- Ruyters C., Colloque « Ensemble pour le bien-être de tous. Evaluations et perspectives du Plan de cohésion sociale en Wallonie », organisé par la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Service public de Wallonie, le 14 mars 2013, (participation active à l'organisation du colloque et à la préparation de deux interventions).
- Ruyters C., 11^{èmes} Journées Françaises de l'Evaluation, « L'Evaluation des Politiques Publiques : Etat(s) de l'Art et Controverses », organisées par la Société Française de l'Evaluation, 6 et 7 juin 2013 (participation active à la Controverse 3 : « Doit-on mesurer le bien-être ? »).
- Ruyters C, Séminaire pluridisciplinaire « Constructions et représentations du bien-être », organisé par l'Université Pierre-Mendès-France de Grenoble, Département Sciences sociales et humaines, les 3 et 4 décembre 2013.
- Vanderkelen F, participation à la réunion annuelle du réseau ISSp à Santiago du Chili en avril-mai 2013
- Van Haeperen B., Workshop Tensions sur le marché du travail, Conseil central de l'économie, Bruxelles, 21 mai, oratrice.
- Van Haeperen B., Colloque « Validation des compétences », Beez, 6 juin, oratrice.
- Van Haeperen B., Colloque international « Evaluation des politiques de formation professionnelle », Paris, 9 octobre, oratrice.
- Van Haeperen B., Séminaire « Validation des compétences », 13 novembre, exposé+ participation à un groupe de travail.

- Van Haeperen B., Séminaire « Femmes et crise » organisé par le CESW, 11 mars, Liège, oratrice.
- Van Haeperen B., Colloque Diversité – Namur, 28 mars, intervention sur l'emploi des femmes.
- Van Haeperen B., Séminaire « Femmes et marché du travail », FGTB, Beez, 3 juin, oratrice.
- Van Haeperen B., Séminaires « Indicateurs de plans stratégiques communaux », accompagnement méthodologique à la demande de la DGO5, Jambes, 18 novembre et 10 décembre.
- Verschueren F., « Le projet PREVIEW », Séminaire d'économétrie et de statistique, Université de Lille 3, 14 mars 2013.
- Verschueren F., « La phase II du projet PREVIEW », Séminaire interne de macroéconomie, Université de Lille 3, 24 mai 2013.
- Verschueren F., « Aggregation over Individuals under Polynomial Representative Draws », 45^{ème} Journées de Statistique, Toulouse Business School, 30 mai 2013.
- Verschueren F., « Politiques régionales et modèles régionaux en Belgique : le cas de la Wallonie », 8^e Colloque international de l'Institut Supérieur de Gestion, Sousse, 2 juin 2013.
- Verschueren F., « Aggregation over Individuals under Polynomial Representative Draws », 10th International Conference on Developments in Economic Theory and Policy, University of Bilbao, 28 juin 2013.

4.8. PARTICIPATION À DES RÉSEAUX ET GROUPES DE TRAVAIL

4.8.1. Réseaux et groupes de travail scientifiques

- ASHIVIF (participation aux séminaires de l'Association des Histoires de Vie en Formation) Paris
- Association internationale des sociologues de langue française
- Cellule d'Analyse et de Prospective en matière de Ruralité-ULg
- Comité d'accompagnement de la recherche « Emploi-Pauvreté : EMPOV » du Service public de programmation de la Politique scientifique fédérale
- Comité de pilotage scientifique du CEFIP (Centre de connaissances du financement des PME)
- Comité des experts du Baromètre de la diversité dans le logement, organisé par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.
- ESREA (European Society for Research on the Education of Adults)
- FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse) et FAIR Wallonie-Bruxelles (Forum pour d'autres indicateurs de richesse)
- GEP (Groupe d'échange et de pratiques sur les histoires de vie) de l'Association Internationale des Histoires de Vie en Formation (ASHIVIF) Paris
- PEKEA (Political and Ethical Knowledge on Economic Activities)
- Réseau ISSP
- Réseau « Démographie et territoires »
- Société belge de Statistique
- Société démographique francophone de Belgique
- Société Française de l'Evaluation
- Société Wallonne d'Evaluation et de Prospective

4.8.2. Réseaux et groupes de travail mixtes (scientifiques, administratifs, société civile)

- Comité d'accompagnement de l'étude « Bilans énergétiques la Région wallonne » SPW-DGO4
- Comité d'Accompagnement de l'étude de faisabilité d'un modèle régional de diagnostic prospectif de la demande de transport en Wallonie commandité par la DGO2 à la demande du Ministre de la mobilité
- Comité d'Accompagnement de l'étude du Plan Régional de Mobilité Durable commandité par la DGO2 à la demande du Ministre de la mobilité
- Comité d'accompagnement et Comité scientifique de l'Observatoire des Politiques culturelles (OPC), Fédération Wallonie-Bruxelles
- Comité d'accompagnement des études menées par les universités dans le cadre du projet INES OCDE (publication de Regards sur l'Education) (Direction des relations internationales, Ministère de la Fédération Wallonie- Bruxelles)
- Comité d'accompagnement de l'étude « Calculs d'indicateurs de flux de matières en Wallonie », initié par le SPW - DGO3
- Comité d'accompagnement du projet « Communes Wallonie cyclable »
- Comité d'accompagnement de l'étude « Evaluation des Plans de mobilité », DGO2
- Comité d'accompagnement de l'enquête SAMBA, Ministère de la FWB
- Comité d'accompagnement de l'Enquête Qualité de l'habitat en Wallonie, organisé par la DGO4
- Comité d'accompagnement du projet « Prospective recherche verte » lancé par le Cabinet du Ministre Nollet
- Comité d'accompagnement du projet « Prospective sectorielle et chaînes de valeurs » lancé par le Cabinet du Ministre Marcourt et piloté par la DGO6
- Comité d'accompagnement du projet « Territoire et énergie 2050 - CPDT » piloté par la DGO4
- Groupes de travail du Comité de coordination statistique pour la réalisation du programme statistique 2013
- Comité d'accompagnement de l'étude « Elaboration d'indicateurs de développement de l'accueil et de l'éducation des enfants de 0 à 3 ans », OEJAJ, Ministère de la FWB.
- Comité de pilotage de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi.
- Comité de suivi de l'évaluation gouvernance de l'Alliance emploi-environnement
- Comité de pilotage du Small Business Act Wallon
- Comité de suivi de l'Alliance emploi-environnement
- Comité de suivi opérationnel « Indicateurs complémentaires au PIB »
- Comité technique de la Sowaccess
- Comité technique portant sur la réalisation de l'enquête BELDAM 2015 (enquête nationale sur la mobilité des Belges) en partenariat avec la PSF et le SPFMT.
- Commission régionale Vélo
- Conseil supérieur de la statistique et Bureau du Conseil supérieur de la statistique
- CPDT, via une participation aux Comités d'accompagnement des thèmes Implantations commerciales, politique foncière, Etat du territoire wallon, Projets d'agglomération, structure territoriale et mobilité etc. participation aux CAs, CPs
- Groupe de travail Indicateurs du PAN Inclusion sociale, SPF Sécurité sociale
- Groupe de travail OCDE : Working Party on Territorial Indicators (WPTI), correspondants statistiques de l'OCDE pour les données territoriales wallonnes et belges
- Groupe de travail « Harmonisation de la collecte des données issues des services partenaires des Relais sociaux de Wallonie », organisé par l'Iweps
- Groupe de travail au niveau des indicateurs de mobilité du tableau de bord de l'environnement wallon
- Groupe transversal SPW et administrations sur le thème du transport
- Groupe de travail du plan « Wallonie cyclable », Intercabinet et Commission régionale vélo, DGO1 et DGO2

- Groupe de travail entre la BNB et les services d'études régionaux (IBSA, SVR et IWEPS), pour le développement des statistiques économiques régionales
- Groupe de travail du Bureau fédéral du Plan, en association avec les offices statistiques régionaux (IBSA, SVR, IWEPS) relatifs au développement de modèle de prévision économique régional à moyen terme HERMREG
- Groupe de travail du Bureau fédéral du Plan, en association avec les offices statistiques régionaux (IBSA, SVR, IWEPS et démographes académiques) relatifs aux perspectives de population et de ménages
- Groupe de travail sur les synergies statistiques (GTSS), en association avec le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) et l'IWEPS.
- Comité de la Recherche du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Task Force statistique du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Comité Statistique du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Groupe d'utilisateurs du Datawarehouse « Marché du Travail et Protection Sociale » de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale
- Groupe de travail « Genre et statistiques », mis sur pied en 2012 par la DGSIE et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes
- Plateforme d'Intelligence Territoriale Wallonne –DGO4, Institut Destrée
- Transeo (European association for SME transfer)
- Comité Stratégique de la Géomatique
- Comité d'accompagnement de l'étude « NEET », OEJAJ, Ministère de la FWB
- Comité transversal d'encadrement de l'évaluation du Plan Marshall 2.Vert (organisé par l'IWEPS)
- Groupe de travail des techniciens « statistiques » de l'ONEM
- Groupe de travail d'harmonisation des estimations de population active, SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

- Werkgroep Datamanagement organisé par de « Vlaamse overheid - Departement Werk en Sociale Economie - Afdeling Beleid »
- Comité de suivi méthodologique des travaux d'évaluation du New Deal bruxellois

4.8.3. Autres groupes de travail

- Chambre de concertation « agences de placement »
- Comité d'accompagnement interdépartemental du Plan HP
- Comité de pilotage de l'alphabétisation (Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Service public de Wallonie, Cocof...)
- Comité technique d'Evaluation du FSE
- Commission Chèques Formation et Chèques formation à la création d'entreprises
- Commission consultative et d'agrément des centres de validation des compétences
- Communication publique Wallonie - Bruxelles
- Conseil de l'Education et de la Formation, Chambre de la Formation et Chambre de l'Enseignement (Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles)
- Commission Consultative Formation, Emploi et Enseignement (CCFEE, COCOF)
- Groupe de travail Indicateurs du dispositif Certification par Unités (CPU)
- Groupe de travail Indicateurs Droits de l'enfant, conjoints à la Wallonie et à la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Groupe de travail « Attractivité des études et métiers scientifiques et techniques », mis en place par le Conseil wallon de la politique scientifique
- Groupe de travail Education Formation 2020 (Direction des Relations internationales du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles)
- Groupe de travail intercabinet Cohésion sociale (Gouvernement wallon)
- Groupe de travail pour la rédaction des "atlas transfrontaliers"
- Groupe de travail « Observatoire des espaces transfrontaliers » (pilote par la DATAR et la DGO4 du SPW)

- Groupe de travail des statisticiens de la Grande Région
- Groupe des conjoncturistes de la Grande Région
- Groupe des utilisateurs de l'EFT (DGSIE), en particulier mesure du niveau de diplôme (+ adaptation à la nouvelle classification internationale)
- Groupe de travail Cadastre des sortants, Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Groupe de travail du CSEF de Liège pour réaliser une cartographie de l'offre de formation et d'insertion sur le territoire du CSEF de Liège
- Groupe de travail DGSIE/FWB/ETNIC/IWEPS pour la mise en place d'outil Métadonnées
- Réseau Refernet Belgium (projet CEDEFOP)
- Groupe « inter-observatoires de la santé en Wallonie »
- Groupe Commu SPW-OIP
- Groupe de travail Pilotage de l'alternance (ALTIS)
- Observatoire wallon de l'emploi
- Comité de suivi de l'évaluation des résultats atteints par la politique des pôles de compétitivité (organisé par l'IWEPS)
- Comité de pilotage du marché public « parcours usagers » d'Easi-Wal

4.9. ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET D'ENCADREMENT

Sébastien Brunet est professeur à temps partiel à l'Université de Liège et est en charge des cours de Risque et politique, Théorie et concepts de la gestion de crise et de la planification d'urgence et Méthodes de prospective et d'analyse stratégique.

Muriel Fonder est maître de conférence invitée et dispense le cours à la FOPES (UCL) Conception et évaluation économique de politiques et de projets (année scolaire 2013-2014).

Catherine Laviolette est collaboratrice scientifique à l'UCL, elle enseigne et participe à des séminaires méthodologiques sur les méthodes qualitatives (Fopes et Fopa). Elle encadre plusieurs mémoires et est membre du comité d'accompagnement d'un doctorat à l'Université de Genève.

Frédéric Verschueren est chargé de cours invité à l'UCL-Mons où il enseigne le cours d'Econométrie dans le cadre du Master « Sciences de gestion ». Il est également chargé

d'enseignement invité à l'Université de Lille 1 où il dispense le cours d'Aide à la décision publique (Master « Analyse économique des politiques publiques »).

Jean-Luc Guyot est professeur à l'UCL. Il y enseigne les méthodes et techniques de la recherche en sciences sociales, la statistique, l'analyse socioéconomique du champ de la formation et l'analyse sociologique des organisations socio-éducatives. Dans le cadre de ses enseignements, il encadre plusieurs mémoires et est membre du comité d'accompagnement de deux doctorats, l'un en sociologie, l'autre en sciences politiques.

Béatrice Van Haeperen est professeur à l'UCL. En 2013, elle a enseigné à l'Institut des sciences du travail les cours d'Economie du travail et de Systèmes comparés de formation et d'emploi (cotitulaire) et a co-animé le Séminaire pluridisciplinaire de problématiques du travail.

Annick Vandenhooft est professeur invité à l'Institut Paul Lambin. Elle y donne un cours d'épidémiologie nutrition-

nelle aux étudiants en diététique et un séminaire d'introduction à l'épidémiologie aux étudiants en biologie médicale. Par ailleurs, elle est membre du comité éditorial du Science Publishing Group System pour le journal « International Journal of Nutrition and Food Sciences ».



Chapitre 5

GESTION ADMINISTRATIVE

5.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

La Cellule des Ressources Humaines a pour mission de faire en sorte que l'Institut dispose des collaborateurs nécessaires à son fonctionnement, en tenant compte des budgets disponibles ; de créer un environnement de travail agréable et de développer le potentiel humain de ses collaborateurs pour qu'ils contribuent à améliorer la performance de l'Institut, tout en s'épanouissant.

Dans cette perspective, une série d'initiatives ont été mises en place :

- Extension des conventions de télétravail : 32 personnes en ont bénéficié en 2013,
- Transfert de la gestion des allocations familiales vers les services de l'ONAFTS,
- Processus de fixation d'objectifs et évaluation de l'atteinte de ceux-ci en période d'essai pour les nouveaux collaborateurs,
- Création d'un tableau individuel d'analyse de la charge de travail,
- Mise à disposition d'un outil de planification de projet,
- Accompagnement dans la gestion des relations interpersonnelles,
- Conseils individuels afin de diminuer l'impact anxiogène du changement et favoriser le bien-être de chacun,
- Mise à disposition d'abonnements téléphoniques (double facturation) et de GSM de services, de clés 3G, de tablettes tactiles,
- Elaboration d'une farde d'accueil en collaboration avec le Comité Bien-Etre.

En matière d'engagement et de recrutement, de nouvelles procédures ont été mises en place:

- Elaboration d'une grille de critères objectifs dans les procédures de sélection des candidats à auditionner,
- Mise au point d'épreuves en vue d'évaluer les aptitudes et compétences techniques et comportementales,
- Elaboration d'une grille de critères permettant de départager de manière objective les candidats auditionnés.

En matière de formation, dans l'attente du développement d'un plan de formation conforme à la réorganisation de l'Institut, les membres du personnel ont suivi principalement les

modules proposés par le SPW dans les domaines des marchés publics, de la connaissance du code de la fonction publique et des institutions, de la comptabilité générale des entreprises, des finances publiques, du secourisme, de la communication et du développement personnel (gestion du stress, gestion des conflits, assertivité ...), perfectionnement d'une langue étrangère (anglais et néerlandais essentiellement). En outre, pour répondre aux demandes spécifiques, l'institution a pris en charge des formations externes au SPW telles que : logiciel de gestion des paies Uilis, évaluation des politiques publiques, initiation aux réseaux sociaux, les pensions du secteur public, les pensions du secteur privé, le module de base pour conseiller en prévention. Au total, près de 19 formations ont été suivies par le personnel.

De plus, la Cellule RH a repris l'animation du Comité Bien-Etre, composé de membres du personnel sur base volontaire. Il se donne pour mission de mener des actions ou des activités permettant de renforcer le sentiment de bien-être et la cohésion sociale pour un travail collectif dans le respect de tous. Les actions menées cette année ont notamment porté sur l'amélioration des locaux (éclairage constant des couloirs, isolation acoustique de la grande salle commune, aménagement d'un coin détente). Une réflexion sur la provenance de certaines fournitures (source équitable, locale) a également été menée. Enfin, il s'est investi dans l'organisation de quelques événements festifs à destination du personnel.

Par ailleurs, quelques étudiants stagiaires sont venus compléter leur cursus :

- Du 21/01 au 27/04 et du 15/5 au 15/8 - Catherine O'GORMAN – Etudiante en Sciences Politiques à l'Université Carleton d'Ottawa (CANADA) ;
- Du 18/02 au 23/09 – Conchita ARROYO SORIA – Etudiante en deuxième année du Baccalauréat en Gestion des Ressources Humaines à l'HENALLUX ;
- Du 9/9 au 25/10 – Maïté BIELEN – Etudiante en première année du Master en Administration Publique, finalité spécialisée en Management et évaluation des politiques publiques à l'UCL ;
- Du 16/09 au 30/11 – Emmanuelle MANGON – Etudiante en dernière année du Master en sciences économiques à HEC-UIg.

5.2. GESTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE

Les activités se sont concentrées sur les thèmes suivants :

- préparation des budgets et des feuillets d'ajustement ;
- comptabilité des recettes et dépenses, y compris ordonnancement des paiements ;
- correspondance budgétaire ;

- paiement des frais de personnel, de fonctionnement et des missions décrétales ;
- établissement des comptes annuels.

Le détail du budget est disponible en annexe.

5.3. MARCHÉS PUBLICS

En 2013, 56 nouvelles procédures de marchés publics ont été initiées, dont 4 n'ont pas abouti.

23 marchés concernent des fournitures, un des travaux, les 34 autres des services.

Les procédures se répartissent comme suit :

- appel d'offres général : 3
- procédure négociée sur facture acceptée : 27
- procédure négociée sans publicité sans consultation : 26.

5.4. GESTION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Les activités se sont concentrées sur les thèmes suivants :

- appui à l'Administrateur général ;
- procédures pour l'engagement ou le recrutement de personnel ;
- supervision des cellules administrative, Ulis et marchés publics ;

- établissement de procédures administratives ou de fonctionnement ;
- gestion du courrier entrant et sortant ;
- archivage du courrier, des conventions et autres dossiers.

5.5. LOGISTIQUE ET INTENDANCE

Les activités se sont concentrées sur les thèmes suivants :

- gestion de l'économat (commande, réception et distribution des fournitures...) ;

- gestion mobilière ;
- gestion immobilière en qualité de locataire (loyer, entretien, réparations, assurances).

5.6. BIBLIOTHÈQUE

Les activités de gestion de la bibliothèque et d'appui aux utilisateurs ont été poursuivies en 2013. Fin 2013, la bibliothèque compte près de 4 900 ouvrages répertoriés ; plus de 200 abonnements sont en cours. La gestion de la bibliothèque est dorénavant assurée par le Comité de gestion de la bibliothèque, composé de l'Administrateur général, de la responsable de la bibliothèque et de plusieurs chargés de recherche de disciplines variées.

L'appui aux utilisateurs a principalement consisté en des collaborations logistiques, ponctuelles ou régulières, aux missions du service :

- mise à jour de la base de données documentaire de la bibliothèque : dépouillement, encodage et classement des revues et ouvrages entrants et sélection thématique en fonction des recherches en cours ;

- recherche de documentations nécessaires pour les membres de l'Institut ;
- gestion des commandes d'ouvrages (commande - réception - distribution) ;
- échanges avec différents centres de documentation ;
- gestion et expédition des demandes de publication de l'IWEPS via le « Téléphone vert », la librairie du SPW, le site Internet de l'Institut, les demandes par téléphone et par courriel.

5.7. INFORMATIQUE

Les activités de la cellule informatique de l'année 2013 se sont concentrées sur les projets suivants :

- Déploiement d'un nouveau WIFI : le WIFI de l'IWEPS n'était pas doté d'une sécurisation adéquate. Il a été remplacé par un système plus performant, plus sécurisé, et la couverture a été étendue à tout le bâtiment.
- Acquisition d'un nouveau serveur : le parc de serveur est vieillissant (toutes les machines sont de la même génération). Nous entamons un processus de virtualisation intensif de ce parc, qui devra à terme se limiter à 2 ou 3 serveurs réels renouvelés en alternance.
- Réorganisation des systèmes virtualisés ;
- Uniformisation des systèmes Linux : nous avons une hétérogénéité trop importante de nos systèmes sous Linux. Quasiment tout a été migré vers Linux Debian Wheezy.
- Mise en place du Cloud de l'IWEPS : Il a été décidé de mettre en place un cloud interne à l'IWEPS. En effet, ceci permet de résoudre en un point central plusieurs problématiques :

- avoir un espace de stockage personnalisé en ligne accessible depuis un parc hétérogène de machines (PC, MAC, Smartphone...)
- possibilité de faire des partages vers l'extérieur
- possibilité de faire des partages internes de manière indépendante
- possibilité de synchroniser les données des utilisateurs mobiles (backup).
- Le développement d'Intradata (autour du cloud) : ceci permettra de centraliser les données (sources ou produits statistiques) et de les classer.
- Procédure d'engagement d'un nouveau DBA ;
- Reprise de l'administration du site Web dans la cellule TIC;
- Les fiches thématiques : Il a été décidé de rendre dynamique la publication d'indicateurs thématiques. Il a fallu superviser l'extension du site web pour héberger ces fiches thématiques, et développer en interne les modules permettant l'alimentation en données.

Outre ces projets spécifiques, la cellule TIC assure les activités quotidiennes et de maintenance qu'une telle équipe doit gérer, notamment :

- Interventions (IT-HelpDesk) : environ 200 requêtes d'interventions fermées en 2013.
- Remplacement du matériel en fin de vie ou défectueux ;

- Installation de systèmes/logiciels ;
- Renouvellement des licences informatiques ;
- Gestion de la téléphonie ;
- Gestion des imprimantes.

5.8. COMMUNICATION

En 2013, les actions du plan de communication ont été poursuivies, plan dont les objectifs sont de faire connaître les activités de l'institution, assurer la visibilité, asseoir la légitimité et la crédibilité de l'institution et diffuser les productions de l'Institut. Les publics cibles sont repris comme suit : Gouvernement et Parlement wallons, Administration wallonne, Organismes d'intérêt public (OIP) et Partenaires sociaux, Communauté scientifique (universités, institutions de recherche belges et étrangères), Personnel, Décideurs socio-économiques, Mandataires locaux, Presse et Citoyens.

5.8.1. Les publications

Concernant les publications (voir 4.1 pour plus de détails), l'année 2013 a vu la parution de sept Working Papers, douze Notes mensuelles de conjoncture wallonne, douze numéros des Séries statistiques du marché de l'emploi en Wallonie, l'édition annuelle des Chiffres clés de la Wallonie, deux éditions de Tendances économiques, six rapports de recherche (en majorité consacrés à l'évaluation du Plan marshall 2.Vert) et les actes du colloque « 50 ans après le Rapport Sauvy. La population wallonne entre enjeux du passé et défis du futur »

5.8.2. Les événements

En 2013, quatre événements ont été organisés.

- Colloque OCDE sur l'innovation régionale, en collaboration avec le CESW

Date : 08/02/2013

Nombre de participants : 53

Nombre d'orateurs : 10

Organisation de trois groupes de travail et d'une table ronde avec les Ministres Demotte, Marcourt et Nollet

- Journée d'étude Discrimination liée à l'origine ethnique en matière d'accès à l'emploi

Date : 23/06/2013

Nombre d'orateurs : 15

- Séminaire « Les données 2012 produites par les partenaires des Relais sociaux de Wallonie : premiers résultats et enseignements de la collecte harmonisée. Quels apports pour les services et pour l'observation de la grande précarité et du sans-abrisme en Wallonie ? Quelles améliorations apporter ? », en collaboration avec les Relais sociaux et les DGO5 du SPW

Date : 17/19/2013

Nombre de participants : 100

Organisation et gestion de 6 ateliers

Nombre d'orateurs : 10

- 5^e Conférence scientifique sur le baromètre social de la Wallonie

Date : 12/12/2013

Nombre de participants : 165

Nombre d'orateurs : 19, dont 1 Français

5.8.3. Le site internet

Concernant le site internet, la mission dévolue à la cellule communication réside en la mise à jour du site dans les volets Publications et institutionnel. De plus, pour annoncer les nouveautés du site internet, des newsletters sont régulièrement envoyées à plus 3 500 correspondants. Elles ont été au nombre de 10 en 2013.

5.8.4. La presse

En ce qui concerne la presse, sept communiqués de presse ont été envoyés en 2013 et ont généré des articles dans les principaux quotidiens francophones et sur les ondes. Plus de 28 articles sont parus dans la presse francophone, une dizaine d'interventions en radio et un reportage télé (RTL-TVi).

A man with dark hair, wearing a light blue dress shirt and a dark tie with a white floral pattern, is looking through binoculars. A large, semi-transparent red circle is overlaid on his face, partially obscuring his eyes and the binoculars. Inside this red circle, there are faint, repeating circular patterns of a line graph with an upward arrow. The word "Annexes" is written in white, bold, sans-serif font across the center of the red circle.

Annexes

ANNEXE 1 : BUDGET 2013

Le budget des recettes était fixé à 6 432 000 euros. Elles se sont élevées à 6 135 658,59 euros.

Le budget des dépenses d'ordonnancement s'élevait à 9 377 000 euros. Les dépenses réelles se chiffrent à 6 916 335,17 euros.

La sous-consommation du budget liée aux activités opérationnelles de l'IWEPS s'explique par une série de facteurs dont certains retards dans la réalisation d'études ou prestations, des procédures de recrutement et/ou d'engagements prenant plus de temps que prévu notamment du fait du profil des candidats recherchés ou encore des procédures de marchés publics qui n'aboutissent pas dans les termes convenus.

Recettes

DENOMINATION	Réalisé : recettes 2013 (en euros)
Subside de fonctionnement IWEPS	4 900 000,00
Subvention de la Région wallonne pour l'Observatoire de la Mobilité	0,00
Subvention de la Région wallonne pour l'Observatoire de la Santé	113 146,55
Subvention de la Région wallonne pour l'Observatoire du développement territorial	218 535,35
Subvention de la Région wallonne pour l'Observatoire de l'Emploi	31 716,79
Subvention de la Région wallonne pour la cellule de l'égalité en matière d'emploi et de formation	0,00
Mener une évaluation du plan Marshall 2.Vert	570 000,00
Recettes liées à la recherche scientifique en matière de logement (Expulsions domiciliaires PM2.Vert)	0,00
Recettes liées à la mesure III.1.b du PM2.Vert – « Etablir une stratégie de développement et d'investissement dans la recherche » (Transition démographique PM2.Vert)	0,00
(nouveau) Recettes liées à la mesure A.2 (action A.2.C) du PM2.Vert – «Développer des indicateurs de développement humain et d'empreinte écologique»	60 000,00
Remboursement de salaires	84 371,57
Dispense de précompte professionnel	145 230,67
Produits résultant de conventions	0,00
Participation du personnel titres-repas	11 942,44
Interventions des Institutions européennes dans le financement des études	0,00
Subsides à l'IWEPS pour missions spécifiques complémentaires au programme de recherche	0,00
Produits divers	725,21
TOTAL DES RECETTES	6 135 658,59

Dépenses

DENOMINATION	Réalisé : dépenses 2013 (en euros)
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	
PERSONNEL	
Rémunérations brutes imposables	2 366 415,34
Autres éléments de la rémunération (pécule de vacances, allocation de fin d'année, allocations de foyer et de résidence, semaine volontaire de 4 jours, frais de transports en commun domicile-lieu de travail)	311 136,77
Cotisations et assurances patronales	914 412,31
Allocations familiales	60 063,60
Cotisations pensions secteur public	282 569,97
Autres avantages (chèques-repas)	68 596,81
Autres frais liés au personnel (indemnités kilométriques, frais de séjour, frais de missions)	35 704,62
Service social	17 461,29
Formation des membres de l'IWEPS	9 513,45
Participation à des colloques et séminaires	3 207,94
Organisation de séminaires, réunions, colloques	74 143,86
Sous-total	4 143 225,96
SERVICES ET BIENS DIVERS NON REPRIS A L'INVENTAIRE	
Frais et indemnité CWEPS	202,79
Défraiement de tiers	5 022,65
Fournitures et frais divers	45 901,86
Fonctionnement informatique	65 715,14
Location/maintenance matériel non informatique	11 379,62
Charges locaux administratifs	98 258,41
Frais juridiques et financiers	55 695,51
Véhicule de fonction – entretien, carburant, assurance	10 012,86
Impression, Diffusion, Publications	38 418,79
Licences informatiques génériques	41 337,86
Licences informatiques spéciales	123 061,85
Loyer	265 596,89
TVA	6 563,37
Sous-total	767 167,60
BIENS REPRIS A L'INVENTAIRE	
Livres et revues de bibliothèque	92 950,26
Données,	59 008,21
Centrales et postes téléphoniques	5 052,62
Réseau et serveurs informatiques	12 251,25
Ordinateurs	29 779,29
Acquisition matériel divers (copieurs, imprimantes...)	-852,46
Mobilier	15 269,62
Œuvres d'art	1 560,00
Véhicule de fonction	0,00
Sous-total	215 018,79
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	5 125 412,34

DEPENSES POUR LES MISSIONS DECRETALES	
Conventions de recherche	1 400 840,82
Enquêtes	127 424,43
Recherches, Enquêtes, achats de services pour l'Observatoire de l'Emploi	90 263,77
Recherches, Enquêtes, achats de services pour l'Observatoire de la Mobilité	50 808,03
Convention de recherches en matière économique	8 048,00
Recherches, Enquêtes, achats de services pour l'Observatoire de la Santé	0,00
Bourses de doctorat IPRA	113 537,78
TOTAL DES DEPENSES POUR LES MISSIONS DECRETALES	1 790 922,83
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	6 916 335,17

ANNEXE 2 : DOMAINES D'ACTIVITÉ DES CHARGÉS DE RECHERCHE OCCUPÉS À L'IWEPS EN 2013

- Caroline ALBESSART : économie, entreprises, énergies renouvelables, balance énergétique

- Thierry BORNAND : Synergies Wallonie – Fédération Wallonie-Bruxelles, enquête Baromètre social de la Wallonie

- Rébécca CARDELLI : enquête Baromètre social de la Wallonie, genre et discriminations

- Frédéric CARUSO : économie, Europe 2020, conjoncture, comptabilité régionale, revenus des ménages, macroéconomie, prévisions/projections économiques

- Julien CHARLIER : aménagement du territoire, développement territorial, SIG et cartographie, urbain/rural, CPDT, développement durable

- Olivier COLICIS : bien-être, cohésion sociale

- Bernard CONTER : politique de l'emploi, Europe, stratégie européenne pour l'emploi, dimension européenne des politiques, flexicurité, concertation sociale, syndicalisme, politiques fédérales de l'emploi, histoire de la sécurité sociale et de l'Etat providence

- Marc DEBUISSON : population-ménage, conjoncture économique, démographie, statistiques des recensements de population

- Anne DEPREZ : sans-abris et sans-abrisme, relais sociaux, grande précarité ou exclusion sociale, problèmes sociaux de logement, expulsions domiciliaires (essentiellement locatives)

- Claire DUJARDIN : Synergies Wallonie - Fédération Wallonie-Bruxelles, évaluation Plan Marshall 2.Vert

- Jean-Paul DUPREZ : économie, transfrontalier (Grande Région, Nord Pas-de-Calais...), analyses locales, entreprises (démographie, répertoires...), données communales, bassins (emploi, scolaires, résidentiels...), programmation SAS

- Muriel FONDER : évaluation Plan Marshall 2.Vert (capital humain), évaluation des politiques d'emploi, évaluation des politiques de formation, statistiques du chômage (concept)

- Jean-Luc GUYOT : prospective

- Julien JUPRELLE : mobilité et enquête, transports, logistique, développement durable, impacts environnementaux et énergétiques, Horizon 2022, Europe 2020, indicateurs complémentaires au PIB

- Michel LAFFUT [collaborateur honoraire]: bassins d'emploi, indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF), indicateurs de bien-être en Wallonie (analyse lexicographique des critères individuels de bien/mal-être, priorisation des composantes du bien-être et mesure du bien-être), indicateurs complémentaires au PIB, forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR France et FAIR Wallonie-Bruxelles)

- Stephania LA ROCCA : bases de références, commande de données individuelles (DGSIE) avec gestion confidentielle en interne, centralisation données SPW, taxinomie de l'IWEPS, métadonnées, inventaire données, GTSI (groupe de travail pour la sécurité informatique EASI-WAL)

- Catherine LAVIOLETTE : capital social, indicateurs bien-être

- Martine LEFEVRE : évaluation des politiques publiques, recherche et développement, Europe 2020, Plan Marshall 2.Vert, recherche et innovation, accompagnement des entreprises, politique industrielle

- Virginie LOUIS : évaluation des politiques publiques, Plan Marshall 2.Vert, recherche et innovation, réseaux d'entreprises (pôles de compétitivité et clusters), financement des entreprises (capital-risque)

- Christine MAINGUET : éducation, formation, Europe 2020, cohésion sociale, synergies Wallonie – Fédération Wallonie-Bruxelles

- Abdeslam MARFOUK : économie, immigration, discrimination sur le marché de l'emploi

- Olivier MEUNIER : économie (macro), modélisation économique (Hermreg, Remi), comptabilité régionale

- Mathieu MOSTY : évaluation Plan Marshall 2.Vert, évaluation de politiques d'emploi, évaluation des politiques de formation, évaluation des structures organisationnelles-réseau, fonction publique

- Régine PAQUE : économie, finances publiques, conjoncture et prévisions économiques, budgets de la Région wallonne, macro-économie

- Isabelle REGINSTER : territoire (observation, évaluation et perspective), indicateurs complémentaires au PIB, analyse spatiale de données de l'enseignement

- Christine RUYTERS : plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie (soutien méthodologique à sa mise en œuvre et à son évaluation), indicateurs de bien-être en Wallonie (coordination du projet), indicateurs complémentaires au PIB, indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF), forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR France et FAIR Wallonie-Bruxelles), liens avec les instances internationales : Conseil de l'Europe

- Yves TILMAN : économie, modélisation, comptabilité régionale et nationale

- Annick VANDENHOOF : santé et vieillissement, biostatistique

- Françoise VANDERKELEN : bases de références, enquêtes et informatique (métadonnées, confidentialité), statistique-méthodologie, Data Warehouse

- Valérie VANDER STRICHT : emploi, Europe 2020, chômage, population active, données communales emploi-chômage, emploi des jeunes, évolution conjoncturelle de l'emploi

- Béatrice VAN HAEPEREN : emploi, évaluation de politiques, fonction publique, économie sociale/emploi non-marchand, simplification administrative

- Frédéric VERSCHUEREN : économie, modélisation économique, projet Preview, évaluation ex-ante des politiques publiques, économétrie, bourses doctorales IPRA

ANNEXE 3 : INDEX ET LISTE DES ABRÉVIATIONS

ADL	Agence de développement local
AES	Association d'économie sociale
AES	Adult Education survey
APE	Aide à la promotion de l'emploi
ASE	Agence de stimulation économique
AWIPH	Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées
BCE	Banque carrefour des entreprises
BCSS	Banque carrefour de la sécurité sociale
BD	Base de données
BELDAM	Enquête déplacement auprès des ménages belges
BNB	Banque nationale de Belgique
BFP	Bureau fédéral du Plan
CBGS	Centrum voor bevolkings en gezindstudie
CCFEE	Commission consultative formation emploi enseignement, Bruxelles
CEFORA	Centre de formation de la CPNAE (Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés)
CERPE-UNamur	Centre de recherches en économie régionale et politique économique de l'Université de Namur
CEPS-Instead	Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques / International Networks for Studies in Technology, Environment, Alternatives, Development (Luxembourg)
CESW	Conseil économique et social de la Wallonie
CIFEPME	Congrès international francophone en entrepreneuriat et PME
CIFOP	Centre universitaire de formation permanente
CPDT	Conférence permanente du développement territorial
CPVP	Commission de protection de la vie privée
CPU	Certification par unité
CSCh	Cahier spécial des charges
CSEF	Comité subrégional de l'emploi et de la formation
CVTS	Continuing Vocational Training Survey
CWAPE	Commission wallonne pour l'énergie
CWEHF	Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes
CWEPS	Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique
DAU	Division de l'aménagement et de l'urbanisme – DGO4
DGO2	Direction générale opérationnelle mobilité et voies hydrauliques

DGO3	Direction générale opérationnelle agriculture, ressources naturelles et environnement
DGO4	Direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie
DGO5	Direction générale opérationnelle pouvoirs locaux, action sociale et santé
DGO6	Direction générale opérationnelle économie, emploi et recherche
DGSIE	Direction générale statistique et information économique du SPF Economie
DiCS	Direction interdépartementale de la cohésion sociale
DIIS	Dispositif intégré d'insertion socio-professionnelle
DPR	Déclaration de politique régionale
EFT	Enquête sur les forces de travail
ENTI	European Network of Territorial Intelligence
ETNIC	Entreprise des technologies nouvelles de l'information et de la communication (Communauté française)
ETP	Equivalent temps plein
EUROCAT	European surveillance of congenital anomalies
FEANTESA	Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri
FOREM	Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi
FRA	Fondamental Rights Agency
FSE	Fonds social européen
GEDAP-UCL	Groupe d'étude de démographie appliquée – Université catholique de Louvain
GGP UNECE	Generations and Gender Programme United nations Economic Commission for Europe
GGPS	Generations and Gender Panel Study
GRT	Groupe de recherche sur les transports (UNamur)
GTSS	Groupe de travail sur les synergies statistiques
GW	Gouvernement wallon
IBSA	Institut bruxellois de statistique et d'analyse
ICEDD	Institut de conseils et d'études en développement durable
ICN	Institut national des comptes nationaux
IDEE	Identification des embauches en entreprise
IFAPME	Institut wallon de formation en alternance des indépendants et petites et moyennes entreprises
IGSS	Inspection générale de la sécurité sociale (Grand-Duché de Luxembourg)
INASTI	Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques, France

IPG	Institut de physiologie et de génétique
IPP	Impôt des personnes physiques
IPRA	IWEPS PhD Research Activity
IRES-UCL	Institut de recherches économiques et sociales – Université catholique de Louvain
ISADF	Indice synthétique d'accès aux droits fondamentaux
ISBLSM	Institutions sans but lucratif au service des ménages
ISCO	International Standard Classification of Occupations
ISSP	International social survey programme
IUIL	Institut universitaire international du Luxembourg
IVQ	Information Vie quotidienne
IWEPS	Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique
LENTIC – ULg	Laboratoire d'études sur les nouvelles technologies, l'innovation et le changement – Université de Liège
MFWB	Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
MRS	Maison de repos et de soins
NPDC	Nord-Pas-de-Calais
NUTS	Nomenclature des unités territoriales statistiques
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques, Paris
ODT	Observatoire du développement territorial
OIE	Observatoire interrégional du marché de l'emploi de la Grande Région
OIP	Organisme d'intérêt public
ONEM	Office national de l'emploi et du travail
ONSS	Office national de sécurité sociale
ONSSAPL	Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales
OWS	Observatoire wallon de la santé
PAN	Plan d'action national
PAP	Plan d'actions prioritaires
PCM	Plans communaux de mobilité
PCS	Plan de cohésion sociale
PDA	Plan de déplacements des administrations
PDE	Plan de déplacements d'entreprises
PDS	Plan de déplacements scolaires

PEKEA	Political and Ethical Knowledge on Economic Activities
PIAAC	Programme for the International Assessment of Adult Competencies
PME	Petites et moyennes entreprises
PMT	Politiques du marché du travail
PNR	Programme national de réforme
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PST2	Plan stratégique transversal 2
PST3	Plan stratégique transversal 3
PUM	Plan urbain de mobilité
REF	Réseau Recherche Education Formation
REMI	Regional Models Incorporated, George TREISZ, Armherst, USA
ROME	Répertoire opérationnel des métiers et des emplois
RRB	Revenu régional brut
RW	Région wallonne
RWLP	Réseau wallon de lutte contre la pauvreté
SDER	Schéma de développement de l'espace régional
SDFB	Société de démographie francophone de Belgique
SEPAC	Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des cabinets
SGBD	Système de gestion des bases de données
SHARE	Survey on Health, Ageing and Retirement in Europe
SILC	Survey on Income and Living Conditions, enquête européenne (EUROSTAT)
SIPP	Service interne de prévention et de protection au travail
SNCB	Société nationale des chemins de fer belges
SPF	Service public fédéral
SPF MT	Service public fédéral Mobilité et transports
SPI+	Agence de développement économique de la Province de Liège
SPMT	Service de prévention et de médecine du travail
SPW	Service public de Wallonie
Steunpunt WSE	Steunpunt Werk en social economie
SVR	Studiedienst van de Vlaamse Regering
SWEP	Société wallonne de l'évaluation et de la prospective
TEF-ULB	Point d'appui Travail Emploi Formation – Université libre de Bruxelles

UE2020	Stratégie européenne 2020
UVCW	Union des villes et communes de Wallonie
VET	Vocational Education and Training
VPN	Virtual Private Network
WBI	Wallonie Bruxelles international

ANNEXE 4 : ORGANISMES PARTENAIRES

AGERS, 17, 23	IBSA, 26, 27, 42, 72
BCSS, 29	ICN, 27, 46, 72
BfP, 26	IGSS, 29
BFP, 71	INAMI, 29
BNB, 27, 41, 71	INASTI, 29, 41
CESW, 21, 25, 71	INSEE, 39, 73
Communauté germanophone, 31	IPRA, 70, 73
CPDT, 22, 36, 44, 71	MFWB, 30, 39, 40, 41, 42, 73
CUNIC, 29	ODT, 17, 22, 23, 36, 73
DGO2, 36, 71	ONEM, 29
DGO3, 35, 72	ONSS, 28, 29, 41, 46, 73
DGO4, 22, 23, 33, 36, 43, 44, 72	ONSS-APL, 29
DGO5, 16, 17, 20, 23, 31, 32, 33, 39, 43, 72	OWM, 35, 36
DGO6, 28, 43, 44, 72	OWS, 31, 73
DGSIE, 16, 22, 28, 29, 37, 40, 42, 69, 72	SDER, 17, 22, 23, 35
DiCS, 17, 72	SDFB, 21, 74
DICs, 33	SPF Emploi, 57
DICS, 33, 34	SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, 57
ETNIC, 30, 39, 40, 41, 42, 72	SPW, 17, 22, 23, 32, 35, 36, 39, 43, 60, 62, 74
FEDER, 30	SVR, 26, 27, 74
Fédération Wallonie-Bruxelles, 23, 30, 31, 39, 40, 41, 42	UCL, 22, 23, 72, 73
FSE, 30, 31, 72	ULB, 74
FWB, 17, 23, 31, 32, 35, 37, 40, 41, 42	ULg, 59
Gouvernement wallon, 8, 72	Vlaamse overheid, 57
Grande Région, 38, 39, 73	

NOTES

[illegible]

NOTES



Wallonie



*INSTITUT WALLON
DE L'ÉVALUATION,
DE LA PROSPECTIVE
ET DE LA STATISTIQUE*

Route de Louvain-la-Neuve, 2
B-5001 BELGRADE – NAMUR

Tél. 32 (0)81 46 84 11

Fax 32 (0)81 46 84 12

www.iweps.be

info@iweps.be